

COMMUNE D'ETTERBEEK

GEMEENTE ETTERBEEK

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL
UITTREKSEL UIT HET NOTULENBOEK VAN DE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD

Séance du19.09.2011Zitting van**PRESENTS / AANWEZIGEN :**

M./Dhr. Didier van EYLL, Echevin-Président/Schepen-Voorzitter, Mme./Mw. Françoise BERTIEAUX, Mme./Mw. Marie-Rose GEUTEN, M./Dhr. Bernard de MARCKEN de MERKEN, M./Dhr. Frank VAN BOCKSTAL, M./Dhr. Patrick LENAERS, M./Dhr. Rachid MADRANE, Echevins/ Schepenen; Mme./Mw. Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER, M./Dhr. Stéphane VAN VAERENBERGH, M./Dhr. Laurent VLEMINCKX, Mme./Mw. Françoise CARTON de WIART, M./Dhr. Rik JELLEMA, M./Dhr. Ahmed M'RABET, Mme./Mw. Marie-Pascale MINET, Mme./Mw. Kathy MOTTET, M./Dhr. Christophe GASIA, Mme./Mw. Christina KARKAN, M./Dhr. Rik BAETEN, M./Dhr. Patrick CUISINIER, Mme./Mw. Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, M./Dhr. Charles de BERGEYCK, Mme./Mw. Chantal HOORNAERT, M./Dhr. Jean-Claude BILQUIN, Mme./Mw. Viviane SCHOLLIERS, Mme./Mw. Catherine PRICK, Mme./Mw. Colette NJOMGANG, Mme./Mw. Marie Louise SERVAIS, Conseillers communaux/ Gemeenteraadsleden ; Mme./Mw. Annick PETIT, Secrétaire Communal f.f./ wnd. Gemeentesecretaris.

Absents et excusés / afwezigen en verontschuldigen : M./Dhr. Vincent DE WOLF, Bourgmestre/Burgemeester, M./Dhr. Jean-Luc ROBERT, M./Dhr. André du BUS de WARNAFFE, Mme./Mw. Gisèle MANDAILA, M./Dhr. Jean LAURENT, Mme./Mw. Sandrine ES, Mme./Mw. Valérie PIQUET.

La séance est ouverte à 20 h00.

De zitting wordt om 20 u 00 geopend.

Monsieur Rik BAETEN vote le premier aux appels nominaux par ordre alphabétique.

De heer Rik BAETEN wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

L'urgence du point 25 de la séance publique est adoptée à l'unanimité.

De urgentie van het punt 25 van de openbare zitting wordt met éénparigheid van stemmen aangenomen.

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

- (1) Conseil communal - Remplacement d'un membre (Nourdine TAYBI) - Vérification des pouvoirs - Prestation de serment - Installation d'un suppléant.**
Gemeenteraad - Vervanging van een lid (Nourdine TAYBI) - Onderzoek van de geloofsbriefven - Eedaflegging - Installatie van de opvolgster.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Attendu que Monsieur Nourdine TAYBI a offert la démission de ses fonctions de Conseiller communal;

Attendu que Madame Caroline SCHICKEL, suppléante de la liste ECOLO des élections du 8 octobre 2006 à laquelle appartient Monsieur Nourdine TAYBI, vient en ordre utile pour achever le mandat devenu vacant;

Attendu que Madame Caroline SCHICKEL, par sa lettre du 01 août 2011 accepte d'achever le mandat devenu vacant;

Attendu que Madame Caroline SCHICKEL réunit les conditions d'éligibilité requises par l'article 65 de la loi électorale communale; qu'elle ne se trouve dans aucun des cas d'incompatibilité prévus aux articles 71, 73, 74 et 75 de la nouvelle loi communale;

Vu les articles 6 et 8 de la nouvelle loi communale;

Ouï l'exposé de l'affaire fait en séance publique par Monsieur le Président, rapporteur;

ARRETE

Les pouvoirs de Madame Caroline SCHICKEL sont validés
L'intéressée a prêté le serment légal prévu par l'article 80 de la nouvelle loi communale :
« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux Lois du Peuples belge »

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de heer Nourdine TAYBI zijn ontslag aangeboden heeft uit de functies van Gemeenteraadslid;

Overwegende dat mevrouw Caroline SCHICKEL, opvolgster van lijst GROEN van de verkiezingen van 8 oktober 2006 tot de welke de heer Nourdine TAYBI, behoorde als eerste gerangschikt is om het vrijgekomen mandaat waar te nemen;

Overwegende dat mevrouw Caroline SCHICKEL, bij haar brief van 01 augustus 2011 aanvaardt het vrijgekomen mandaat waar te nemen;

Overwegende dat mevrouw Caroline SCHICKEL aan de vereiste verkiesbaarheidvoorwaarden voldoet voorzien bij artikel 65 van de gemeentekieswet; dat zij zich in geen geval van onverenigbaarheid bevindt voorzien bij de artikelen 71, 73, 74 en 75 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de artikelen 6 en 8 van de nieuwe gemeentewet;

Na verslag van de zaak gedaan in openbare zitting door de heer Voorzitter, verslaggever;

BESLIST

De geloofsbrieven van mevrouw Caroline SCHICKEL verkrijgen geldigheid.
De betrokkene heeft de wettelijke eed afgelegd voorzien bij artikel 80 van de gemeentewet;
« Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de Wetten van het Belgisch Volk ».

*Madame Caroline SCHICKEL entre en séance.
Mevrouw Caroïne SCHICKEL komt de zitting binnen.*

**(2) Interpellation du public relative à l'état de la rue de Theux.
Interpellatie van het publiek betreffende de staat van de Theuxstraat.**

*L'interpellation du public est retirée de l'ordre du jour du Conseil.
De interpellatie van uit publiek wordt van de agenda van de gemeenteraad ingetrokken.*

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

- (3) **Réfectoire de l'ancienne Fondation Jourdan - Occupation par des ressortissants roms encadrés par l'association de fait « Les Petits Samourais » - Convention couvrant la période du 16 au 20.07.2011 - Ratification.**
Eetzaal van de vroegere Stichting Jourdan - Bezetting van Roma onder begeleiding van de feitelijke vereniging « Les Petits Samourais » - Overeenkomst voor de periode van 16 tot 20.07.2011 - Ratificering.

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
 Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Vu l'occupation sans titre ni droit de l'immeuble sis rue des Champs, 41-61 à Etterbeek, le 15.07.2011, par des ressortissants Roms encadrés et représentés par l'association de fait « Les Petits Samourais »;

Considérant que, pour des raisons de salubrité, sécurité et protection incendie, les occupants devaient très rapidement évacuer les lieux ;

Considérant qu'il s'agit de douze familles pour un total de 64 personnes avec 41 enfants dont plusieurs bébés en bas âge ;

Vu l'urgence, une solution provisoire d'hébergement dans des conditions de salubrité et de sécurité conformes a été trouvée, le 16.07.2011, dans les locaux du réfectoire de l'ancienne Fondation Jourdan, sis 29 avenue des casernes à Etterbeek ;

Considérant qu'il a fallu fixer, dans l'urgence, les modalités d'occupation du local mis à disposition ;

Considérant que, pour permettre de trouver une autre solution, l'occupation a été accordée jusqu'au 20.07.2011 ;
 Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

De ratifier la convention d'occupation du réfectoire de l'ancienne Fondation Jourdan, sis 29 avenue des casernes à Etterbeek, pour la période du 16 au 20.07.2011.

CONVENTION

Entre : La Commune d'Etterbeek, représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins, et plus particulièrement par son Bourgmestre, Monsieur Vincent DE WOLF , et son Secrétaire Communal, Monsieur Christian DEBATY ;

Et : L'Association de fait « Les Petits Samourais », représentée par Madame Agnès Pietrak et Madame Hind ACIL ;

Préambule :

Le Bourgmestre, compte tenu de l'occupation de l'immeuble sis rue des Champs 41-61 à Etterbeek par des ressortissants Roms encadrés par l'association de fait « Les Petits Samourais », a dû prendre des mesures d'urgence dans le cadre de ses compétences de salubrité, sécurité et protection incendie.

A l'issue de ces mesures, les ressortissants Roms se sont regroupés dans le lieu dit « ancien réfectoire de la Fondation Jourdan », avenue des Casernes 29 à Etterbeek.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 :

Vu l'urgence et la volonté d'assurer un hébergement provisoire, dans des conditions de salubrité et de sécurité conformes, les locaux du réfectoire de l'ancienne Fondation Jourdan à Etterbeek sont mis à disposition, et ce, à partir du samedi 16 juillet 2011 à 15 heures.

Article 2 :

Un policier ainsi que deux ouvriers du CPAS contribueront à assurer la sécurité à l'entrée du bâtiment de l'ancienne Fondation Jourdan qui sera fermé dès 22 heures pour rouvrir ses portes à 7 heures du matin. Monsieur Cédric CHAIDRON, agissant pour compte de l'Association « Les Petits Samourais », séjournera avec les occupants dans les lieux et s'occupera des contacts avec les représentants de l'autorité, afin d'assurer tout suivi utile.

Article 3 :

Il est expressément convenu que les occupants ne se regrouperont pas à proximité du bâtiment et s'engagent à ne poser aucun problème pour la circulation publique. Il en sera de même à l'entrée des commerces avoisinants.

Article 4 :

Le nombre de personnes accueillies est de 64 dont 39 mineurs et 25 adultes selon la liste ci-annexée.

Article 5 :

L'Association « Les Petits Samourais » assurera l'encadrement médical via l'association « Médecins du Monde » et également l'encadrement paramédical, scolaire et alimentaire des occupants.

Article 6 :

Les signataires représentant l'Association de fait «Les Petits Samourais » s'engagent formellement et irrévocablement à observer les conditions d'occupation ci-dessus énoncées.

Article 7 :

La présente convention lie les parties jusqu'au 20 juillet 2011 à 15 heures. Conformément à la loi communale, la présente convention sera soumise pour ratification à la plus prochaine séance du Conseil communal.

Fait à Etterbeek le 16 juillet 2011, en autant d'exemplaires que de parties,

Pour l'Association de fait « Les Petits Samourais »,

Pour le Collège des Bourgmestre
et Echevins de la Commune d'Etterbeek,

Mme Agnès PETRAK

Mme Hind ACIL

Vincent DE WOLF

Christian DEBATY

Annexe : liste des personnes accueillies.

De gemeenteraad,

gelet op de bezetting zonder akte of bewijs van het gebouw in de Veldstraat 41-61 in Etterbeek op 15.07.2011 door een groep Roma begeleid en vertegenwoordigd door de feitelijke vereniging *Les Petits Samourais*;

overwegende dat de bezetters het pand zeer snel moesten verlaten om redenen van gezondheid, veiligheid en brandveiligheid;

overwegende dat de groep bestaat uit twaalf gezinnen met een totaal van 64 personen met 41 kinderen, waaronder verschillende baby's van jonge leeftijd;

gelet op de urgentie werd er op 16.07.2011 een tijdelijke opvangoplossing gevonden, die beantwoordt aan de veiligheids- en gezondheidsvoorschriften, in de lokalen van de refter van de oude Stichting Jourdan, Kazernenlaan 29 in Etterbeek;

overwegende dat er dringend regels vastgelegd moesten worden voor het gebruik van het ter beschikking gestelde lokaal in een overeenkomst voor de periode van 16 tot en met 20.07.2011;

overwegende dat het gebruik toegelaten werd tot en met 20.07.2011 opdat er een andere oplossing gezocht kon worden;

gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST

de overeenkomst voor het gebruik van de refter van de voormalige Stichting Jourdan in de Kazernenlaan 29, tijdens de periode van 16 t.e.m. 20.07.2011 goed te keuren.

OVEREENKOMST

tussen: de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen, en meer bepaald door burgemeester van de gemeente, de heer Vincent DE WOLF en de gemeentesecretaris, de heer Christian DEBATY ;

en: feitelijke vereniging *Les Petits Samourais*, vertegenwoordigd door mevrouw Agnès Pietrak en mevrouw Hind ACIL ;

Preambule :

De burgemeester, rekening houdend met de bezetting van het gebouw in de Veldstraat 41-61 in Etterbeek door een groep Roma onder begeleiding van de feitelijke vereniging *Les Petits Samourais* heeft een aantal noodmaatregelen moeten nemen in het kader van zijn bevoegdheden inzake gezondheid, veiligheid en brandbescherming.

Na uitvoering van deze maatregelen hebben de Roma hun intrek genomen in de lokalen genaamd 'oude refter van de Stichting Jourdan', Kazernenlaan 29 in Etterbeek.

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1:

Gelet op de urgentie en de wil om een tijdelijk onderkomen aan te bieden, in conforme gezondheids- en veiligheidsomstandigheden worden de lokalen van de refter van de oude Stichting Jourdan in Etterbeek ter beschikking gesteld en dit vanaf zaterdag 16 juli 2011 om 15 uur.

Artikel 2:

Een politieagent en twee arbeiders van het OCMW zullen bijdragen tot de veiligheid aan de ingang van het gebouw van de voormalige Stichting Jourdan die gesloten wordt vanaf 22 uur en terug open gaat om 7 uur 's ochtends.

De heer Cédric CHAIDRON, die optreedt in naam van vereniging *Les Petits Samourais* zal bij de groep verblijven in de lokalen en staat in voor de contacten met de afgevaardigden van de overheid om een vlotte opvolging te garanderen.

Artikel 3:

Er wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat de opgevangen personen niet in de buurt van het gebouw mogen samenscholen en verbinden zich ertoe om het openbaar verkeer op geen enkele manier te hinderen. Hetzelfde geldt voor de ingangen van de omliggende handelszaken.

Artikel 4:

Volgens bijgevoegde lijst bedraagt het aantal opgevangen personen 64, waaronder 39 minderjarigen en 25 volwassenen.

Article 5:

De vereniging *Les Petits Samourais* zorgt voor de medische begeleiding via de vereniging *Médecins du Monde* evenals voor de paramedische opvolging, schoolbegeleiding en voedselvoorziening van de opgevangen personen.

Artikel 6:

De ondertekenaars die de feitelijke vereniging *Les Petits Samourais* vertegenwoordigen, verbinden zich er formeel en onherroepelijk toe om de onderstaande gebruiksvoorwaarden na te leven.

Artikel 7:

Deze overeenkomst bindt de partijen tot en met 20 juli 2011 om 5 uur.

In overeenstemming met de gemeentewet wordt onderhavige overeenkomst ter goedkeuring voorgelegd op de volgende gemeenteraadszitting.

Opgemaakt in Etterbeek op 16 juli 2011 in evenveel exemplaren als er partijen zijn,

Voor de feitelijke vereniging *Les Petits Samourais*
Mevr. Agnès PETRACK Mevr. Hind ACIL

Voor het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek,
Vincent DE WOLF Christian DEBATY

- (4) Réfectoire de l'ancienne Fondation Jourdan - Occupation par des ressortissants roms encadrés par l'association de fait « Les Petits Samourais » - Convention de prêt à usage couvrant la période du 20.07.2011 au 31.08.2011 au plus tard - Ratification.
Eetzaal van de vroegere Stichting Jourdan - Bezetting van Roma onder begeleiding van de feitelijke vereniging « Les Petits Samourais » - Bruikleenovereenkomst voor de periode van 20.07.2001 ten laatste tot en met 31.08.2011 - Ratificering.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu l'occupation sans titre ni droit de l'immeuble sis rue des Champs, 41-61 à Etterbeek, le 15.07.2011, par des ressortissants Roms encadrés et représentés par l'association de fait « Les Petits Samourais »;

Considérant qu'il s'agit de douze familles pour un total de 64 personnes avec 39 mineurs dont plusieurs bébés en bas âge ;

Considérant que, pour des raisons de salubrité, sécurité et protection incendie, les occupants ont dû très rapidement évacuer les lieux ;

Considérant que, vu l'urgence, une solution provisoire d'hébergement dans des conditions de salubrité et de sécurité conformes a été trouvée, le 16.07.2011, dans les locaux du réfectoire de l'ancienne Fondation Jourdan, sis 29 avenue des casernes à Etterbeek ;

Considérant qu'il a fallu fixer, dans l'urgence, les modalités d'occupation du local mis à disposition dans une convention couvrant la période du 16 au 20.07.2011 ;

Considérant que le Bourgmestre a envisagé d'installer les occupants dans l'ancien bloc opératoire (site désaffecté de l'ancien IMC d'Etterbeek, square Jean Joly 2 et rue Beckers) ;

Considérant qu'une visite de deux Inspecteurs communaux a révélé que le bâtiment est dans un état tel qu'une remise en état du bâtiment, même partielle, est impossible, sauf frais inconsiderés et injustifiables compte tenu de la démolition prochaine du site ;

Considérant que, soucieux d'apporter une réponse humaine et constructive, le Bourgmestre, sur base de ses compétences dans le cadre des articles 133, alinéa 2 et 135, par. 2 de la Nouvelle Loi communale, a demandé d'accorder un hébergement provisoire et précaire dans les locaux non conformes au logement appartenant au CPAS, situés au rez-de-chaussée du 29 avenue des casernes à Etterbeek ;

Considérant que les conditions d'occupation ont été stipulées dans une convention signée par les représentantes de l'association « Les petits Samouraïs » ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

De ratifier la convention d'occupation du réfectoire de l'ancienne Fondation Jourdan, sis 29 avenue des casernes à Etterbeek, pour la période du 20.07. au 31.08.2011.

Convention de PRÊT à USAGE

Entre :

Le C.P.A.S. d'Etterbeek, square Jean Joly, 2, à 1040 Bruxelles
représenté par Monsieur Jean LAURENT, Président et Monsieur Gino ROOSDANS, Secrétaire du C.P.A.S.,
et ci-dessous dénommé « le C.P.A.S. »

Et :

La Commune d'Etterbeek, avenue d'Auderghem, 115-117, à 1040 Bruxelles
représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire
communal.
et ci-dessous dénommée « la Commune ».

Et :

L'Association de fait « Les Petits Samouraïs », représentée par Madame Agnès PIETRAK, domiciliée rue
Edouard Stuckens, 62 à 1140 Bruxelles et Madame Hind ACIL, domiciliée rue Saint-Bernard 149 à 1060
Bruxelles.
et ci-dessous dénommée « l'Association ».

PREAMBULE :

Suite à l'occupation sans titre ni droit de l'immeuble sis 41-61 rue des champs, à 1040 Etterbeek par des ressortissants étrangers encadrés et représentés par l'Association « Les Petits Samouraïs » susmentionnée, la Commune a, pour des raisons urgentes de sécurité et de salubrité, négocié et conclu avec l'Association, une convention d'occupation temporaire du réfectoire de l'ancienne Fondation Jourdan, sis avenue des Casernes, 29, à 1040 Etterbeek. Cette occupation prend fin le 20.07.2011, à 15h.

Les autorités communales ont envisagé d'installer les occupants dans l'ancien bloc opératoire (site désaffecté de l'ancien IMC Etterbeek, square Jean Joly 2 et rue Beckers).

En vue de s'assurer de la sécurité et la salubrité des locaux envisagés, deux Inspecteurs communaux ont effectué une visite dont il ressort que :

« Le bâtiment a été vandalisé et incendié à de nombreuses reprises depuis peu.

Les couloirs et locaux du bâtiment sont emplis de déchets de toute nature provenant du site lui-même ainsi que de l'extérieur (très vraisemblablement lors des squats) et de débris de verres. Les carreaux des couloirs sont cassés et menacent de coupure les visiteurs éventuels.

L'ensemble des câbles électriques a été volé et la grande majorité des sanitaires est cassée.

Des fenêtres ne ferment plus, de nombreux locaux sont exposés aux vents et aux intempéries. Plus aucune porte intérieure n'est présente.

Plus aucune installation de chauffage n'existe.

Les toitures sont percées et les plafonds sont effondrés à de très nombreux endroits.

Tout le matériel de lutte contre l'incendie a disparu.

Bref les locaux sont dans un tel état qu'ils n'attendent plus que d'être rasés.

De la remise en état des mêmes locaux en 2006 qui avait déjà été laborieuse et compliquée, il ne reste malheureusement plus rien. La remise en état de ces locaux, même partiellement, ne peut être réalisée, sauf frais inconsidérés et injustifiables compte tenu d'autant plus de la démolition prochaine du site. Une première estimation d'une rapide remise en état approche voire dépasse les cent mille euros et ce dans un délai tel (cfr la loi sur les marchés publics) qu'elle ne serait d'aucune utilité pour résoudre le problème. »

Toutefois, soucieux d'apporter une réponse humaine et constructive, les parties à la présente convention conviennent ce qui suit :

Article 1 :

Sur demande du Bourgmestre, en application de ses compétences dans le cadre des articles 133, alinéa 2 et 135, paragraphe 2 de la Nouvelle Loi communale, il est accordé un hébergement provisoire et précaire, dans des locaux non conformes au Code du logement appartenant au C.P.A.S, situés au rez-de-chaussée du 29 avenue des casernes, à 1040 Etterbeek, aux personnes dont les noms sont repris dans la liste annexée à la présente.

En outre, les occupants ont une obligation de moyen de mettre tout en œuvre pour se reloger rapidement ailleurs.

L'Association s'engage à ce que les occupants quittent le bâtiment situé 29 avenue des casernes à 1040 Bruxelles, en tout état de cause et de plein droit au plus tard le 31.08.2011, à 16h.

Il peut également être mis fin à tout moment à l'occupation desdits locaux par le C.P.A.S. moyennant un préavis d'une semaine.

Article 2 :

Le fait pour une des personnes reprises sur la liste de quitter cet hébergement lui fait perdre définitivement le droit d'occuper les lieux. Aucune autre personne que celles autorisées à occuper lesdits locaux n'est autorisée à pénétrer dans les lieux. L'arrivée de tout nouvel occupant implique la résiliation immédiate de la convention.

La Police et les personnes déléguées par la Commune ou le CPAS peuvent procéder à tout contrôle, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des locaux.

Article 3 :

Il est expressément convenu que les occupants ne se regrouperont pas à proximité du bâtiment et s'engagent à ne poser aucun problème pour la circulation publique. Il en sera de même à l'entrée des commerces avoisinants.

Article 4 :

Les occupants confirment être suivis médicalement par « Médecins du Monde ». A défaut de se soumettre aux contrôles médicaux, la présente convention est résiliée de plein droit.

Par ailleurs, l'Association assure l'encadrement paramédical, scolaire, parascolaire et alimentaire des occupants.

La Commune et le CPAS sans aucunement y être obligés, acceptent pour des motifs rigoureusement humanitaires, d'assumer la fourniture de trois repas chauds par semaine, durant l'heure du midi.

L'Association communiquera encore ce 20 juillet avant 21 heures par mail, les jours de la semaine durant lesquels ce service devra être fourni.

La confirmation de la mise en œuvre de cette aide alimentaire interviendra au plus tard mercredi 27 juillet à 17 heures.

Article 5 :

L'entrée principale du bâtiment doit être fermée de 22h à 7h.

Article 6 :

Il est interdit de fumer dans les locaux mis à disposition.

Article 7 :

Les locaux sont équipés de deux douches situées au rez-de-chaussée de l'immeuble.

Article 8 :

Vu le caractère humanitaire de l'hébergement, sa durée limitée au 31.08.2011, à titre exceptionnel, aucun frais de consommation d'eau, d'électricité et d'entretien domestique ne sera mis à charge de l'Association représentant les occupants.

Article 9 :

Ni la Commune ni le C.P.A.S. ne seront responsables des inconforts ou dommages qui pourraient résulter des distributions ou installations d'eau et d'électricité.

Article 10 :

Les installations propres au C.P.A.S ainsi que les locaux occupés par les autres associations présentes sur le site sont inaccessibles. Il est interdit aux occupants de procéder à toute modification des lieux ou d'effectuer tous travaux.

Article 11 :

L'utilisation de gaz propane ou butane en bonbonnes est interdite sous peine de résiliation du contrat.

Article 12 :

Les lieux doivent être restitués en bon état (propreté, ...). Du matériel d'entretien est mis à disposition de l'Association selon inventaire joint en annexe. Le matériel sera restitué en fin d'occupation en bon état.

Article 13 :

Le C.P.A.S souscrira une police d'assurance couvrant les risques incendie et périls connexes.

La Commune prendra toute assurance couvrant sa responsabilité en cas de sinistre, ainsi qu'une assurance couvrant sa responsabilité pour tout accident de personne pouvant survenir au personnel ou à toute personne déléguée par la Commune ou le C.P.A.S.

La Commune et le C.P.A.S ne peuvent en aucun cas être tenus responsables pour tout accident survenant aux occupants de par leur fait.

Article 14 :

Conformément à la loi communale, la présente convention sera soumise pour ratification à la plus prochaine séance du Conseil communal, ainsi que du Conseil du C.P.A.S.

Fait à Etterbeek le 20 juillet 2011, en autant d'exemplaires que de parties, chacune reconnaissant avoir reçu le sien.

Etterbeek, le 20 juillet 2011

Pour le C.P.A.S :
Le Secrétaire du C.P.A.S.,
Gino ROOSENDANS

Le Président,
Jean LAURENT

Pour la Commune :
Par ordonnance,
Le Secrétaire communal,
Christian DEBATY

Le Bourgmestre,
Vincent DE WOLF

Pour l'Association,
Agnès PIETRAK

Hind ACIL

De gemeenteraad,

Gelet op de bezetting zonder akte of bewijs van het gebouw in de Veldstraat 41-61 in Etterbeek op 15.07.2011 door een groep Roma begeleid en vertegenwoordigd door de feitelijke vereniging Les Petits Samouraïs;

Overwegende dat de groep bestaat uit twaalf gezinnen met een totaal van 64 personen met 41 kinderen waaronder ook verschillende baby's van jonge leeftijd;

Overwegende dat de bezetters het pand zeer snel moesten verlaten om redenen van gezondheid, veiligheid en brandveiligheid;

Overwegende dat er gezien de urgentie op 16.07.2011 een tijdelijke opvangoplossing gevonden werd, die beantwoordde aan de veiligheids- en gezondheidsvoorschriften, in de lokalen van de refter van de oude Stichting Jourdan, Kazernenlaan 29 in Etterbeek;

Overwegende dat er voor het gebruik van het ter beschikking gestelde lokaal dringend regels vastgelegd moesten worden in een overeenkomst met betrekking tot de periode 16 tot en met 20.07.2011;

Overwegende dat de burgemeester overwoog om de gebruikers onder te brengen in het oude operatiekwartier (afgedankt terrein van het oude hospitaal van Etterbeek, Jean Jolyplein 2 en Beckersstraat);

Overwegende dat uit een bezoek van twee gemeentelijke inspecteurs is gebleken dat dit gebouw zich in een staat bevindt die niet meer, zelfs niet gedeeltelijk te herstellen is zonder kosten te maken die onbezonnen en ongerechtvaardigd zouden zijn aangezien het terrein binnenkort afgebroken wordt;

Overwegende dat de burgemeester uit bezorgdheid om een menselijke en constructieve oplossing te vinden, op basis van zijn bevoegdheden in het kader van artikels 133, lid 2 en 135, paragraaf 2 van de nieuwe gemeentewet gevraagd heeft om een tijdelijke opvang toe te staan in de lokalen op het gelijkvloers van de Kazernenlaan 29 in Etterbeek, die niet conform zijn met de voorschriften inzake huisvesting en die toebehoren aan het OCMW;

Overwegende dat de gebruiksvoorwaarden vastgelegd werden in een overeenkomst die ondertekend werd door de vertegenwoordigers van de vereniging *Les petits Samourai*;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST

om de overeenkomst betreffende het gebruik van de voormalige Stichting Jourdan, Kazernenlaan 29 in Etterbeek goed te keuren voor de periode 20.07 tot en met 31.08.2011.

BRUIKLEENOVEREENKOMST

tussen:

het OCMW van Etterbeek, Jean Jolysquare 2 in 1040 Brussel
vertegenwoordigd door de heer Jean LAURENT, voorzitter en de heer Gino ROOSENDANS, secretaris van het OCMW, hieronder 'het OCMW' genoemd,

en:

de gemeente Etterbeek, Oudergemlaan 115-117 in 1040 Brussel
vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, burgemeester en de heer Christian DEBATY, gemeentesecretaris, hieronder 'de gemeente' genoemd.

en:

de feitelijke vereniging *Les Petits Samourais*, vertegenwoordigd door mevrouw Agnès PIETRAK, met woonplaats in de Edouard Stuckensstraat 62 in 1140 Brussel en mevrouw Hind ACIL, met woonplaats in de Sint-Bernardstraat 149 in 1060 Brussel, hieronder 'de vereniging' genoemd.

PREAMBULE :

Naar aanleiding van de bezetting zonder akte of bewijs van het gebouw in de Veldstraat 41-61 in 1040 Etterbeek door buitenlandse onderdanen onder begeleiding van en vertegenwoordigd door de bovenvermelde vereniging *Les Petits Samourais* heeft de gemeente om dringende veiligheids- en gezondheidsredenen met de vereniging een tijdelijke overeenkomst afgesloten en onderhandeld voor het gebruik van de voormalige Stichting Jourdan, Kazernenlaan 29 in 1040 Etterbeek. Deze opvang loopt ten einde op 20.07.2011 om 15 uur.

De gemeentelijke overheid heeft overwogen om de opgevangen personen onder te brengen in het voormalige operatiekwartier (afgedankt terrein van de voormalige IMC Etterbeek, Jean Jolyplein en Beckersstraat).

Om de veiligheid en gezondheid van de betrokken lokalen na te gaan hebben twee gemeentelijk inspecteurs het gebouw bezocht waaruit blijkt dat:

“Het gebouw werd sinds korte tijd meerdere malen beschadigd en in brand gestoken.

De gangen en lokalen van het gebouw vol liggen met allerlei afval afkomstig van het terrein zelf en van buiten het terrein (hoogstwaarschijnlijk achtergelaten door krakers) en kapotte glazen. De tegels van de gangen zijn kapot en kunnen eventuele bezoekers snijwonden bezorgen.

Alle elektrische kabels werden gestolen en het meeste sanitair is kapot.

De ramen sluiten niet meer, tal van lokalen zijn blootgesteld aan wind en regen. Er hangt geen enkele binnendeur meer. Er is geen verwarmingsinstallatie meer.

Er zitten gaten in het dak en op veel plaatsen zijn de plafonds ingezakt.

Al het brandveiligheidsmateriaal is verdwenen.

Kortom, alle lokalen zijn in een dergelijk vervallen staat dat er hen niets anders rest dan afgebroken te worden.

Sinds de herstelling van dezelfde lokalen in 2006 die al zeer uitvoerig en complex was, blijft er helaas niets meer over. De lokalen kunnen niet meer hersteld worden, zelfs niet gedeeltelijk tenzij er kosten gemaakt worden die onbezonnen en ongerechtvaardigd zouden zijn rekening houdend met het feit dat het terrein binnenkort afgebroken wordt. Een eerste raming van een snelle herstelling benadert en overschrijdt de honderdduizend euro. Bovendien zou het zolang duren (gelet op de wet op de overheidsopdrachten) dat het van geen enkel nut zou zijn om het opvangprobleem op te lossen.”

Toch komen de partijen, uit bezorgdheid om een menselijke en constructieve oplossing te bieden, het volgende overeen:

Artikel 1:

Op verzoek van de burgemeester, bij toepassing van zijn bevoegdheden in het kader van artikels 133, lid 2 en 135, paragraaf 2 van de nieuwe gemeentewet wordt aan de personen die vermeld staan op de bij deze

overeenkomst gevoegde lijst een tijdelijke en preciaire opvang verleend in de lokalen van het OCMW, die niet beantwoorden aan de wooncode, op het gelijkvloers van het gebouw in de Kazernenlaan 29 in 1040 Etterbeek. Bovendien zijn de opgevangen personen verplicht om alles in het werk te stellen om elders een andere opvang te vinden. De vereniging verbindt zich ertoe ervoor te zorgen dat de opgevangen personen in elk geval en van rechtswege het gebouw in de Kazernenlaan 29 in 1040 Etterbeek ten laatste op 31.08.2011 om 16 uur verlaten. Het OCMW kan tevens op elk moment een einde stellen aan het gebruik van deze lokalen mits een vooropzeg van een week.

Artikel 2:

Wanneer een van de personen die vermeld staat op de lijst deze opvangplaats verlaat, verliest hij definitief het recht om het pand te gebruiken. Buiten de personen die gemachtigd zijn om deze lokalen te gebruiken is niemand gemachtigd om de lokalen te betreden. De aankomst van een nieuwe bewoner heeft de onmiddellijke verbreking van de overeenkomst tot gevolg.

De politie en de afgevaardigden van de gemeente of het OCMW kunnen steeds controles uitvoeren, zowel binnen in als buiten de lokalen.

Artikel 3:

Er wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat de opgevangen personen niet zullen samenscholen in de buurt van het gebouw en zich ertoe verbinden om geen problemen te veroorzaken voor het openbaar verkeer, noch voor de toegang tot de omliggende handelszaken.

Artikel 4:

De opgevangen personen bevestigen dat ze medisch opgevolgd worden door *Médecins du Monde*. Indien zij niet meewerken met de medische onderzoeken wordt de overeenkomst van rechtswege verbroken.

De vereniging staat overigens in voor de paramedische opvolging, schoolbegeleiding en voedselvoorziening van de opgevangen personen.

De gemeente en het OCMW aanvaarden, zonder dat ze hier enigszins toe verplicht zijn, om drie warme maaltijden per week te leveren tijdens het middaguur om strikt humanitaire redenen.

De vereniging deelt nog op 20 juli, voor 21 uur, via e-mail mee op welke dagen deze dienst geleverd moet worden.

De uitvoering van deze voedselhulp wordt ten laatste woensdag 27 juli om 17 uur bevestigd.

Artikel 5:

De hoofdingang van het gebouw moet gesloten worden van 22 tot 7 uur.

Artikel 6:

Het is verboden om te roken in de ter beschikking gestelde lokalen.

Artikel 7:

De lokalen zijn uitgerust met twee douches op het gelijkvloers van het gebouw.

Artikel 8:

Gelet op het humanitaire karakter van de opvang, de beperkte duur tot 31.08.2011, zullen er aan de vereniging die de opgevangen personen vertegenwoordigt uitzonderlijk geen kosten aangerekend worden voor het verbruik van water, elektriciteit en voor het huishoudelijk onderhoud.

Artikel 9:

Noch de gemeente noch het OCMW is aansprakelijk voor nadelen of schade die kunnen voortvloeien uit het gebruik van de voorzieningen voor water en elektriciteit.

Artikel 10:

De inrichtingen waarin het OCMW zelf gevestigd is en de lokalen waarin andere verenigingen gehuisvest zijn, zijn niet toegankelijk. Het is verboden voor de opgevangen personen om de lokalen te wijzigen of er werkzaamheden uit te voeren.

Artikel 11:

Het gebruik van propaan- of butaangasflessen is verboden op straffe van verbreking van het contract.

Artikel 12:

De lokalen moeten in goede staat achtergelaten worden (netheid, ...). Er wordt onderhoudsmateriaal ter beschikking gesteld van de vereniging zoals vermeld in de bijgevoegde inventaris. Het materiaal zal op het einde van de opvang in goede staat teruggegeven worden.

Artikel 13:

Het OCMW zal een verzekeringspolis aangaan tegen brand en andere gevaren.

De gemeente zal zich verzekeren in geval van ramp, en zal een verzekering aangaan voor persoonsongevallen die het personeel of om het even welke afgevaardigde van de gemeente of het OCMW kunnen overkomen.

De gemeente en het OCMW kunnen in geen geval aansprakelijk gesteld worden voor om het even welk ongeluk dat de opgevangen personen overkomt.

Artikel 14:

In overeenstemming met de gemeentewet wordt deze overeenkomst ter goedkeuring voorgelegd aan de volgende gemeenteraadszitting evenals de volgende OCMW-raad.

Opgemaakt in Etterbeek op 20 juli 2011, in evenveel exemplaren waarvan elke partij een exemplaar ontvangen heeft.

Etterbeek, 20 juli 2011

Voor het OCMW :

De OCMW-secretaris,
Gino ROOSENDANS

De voorzitter,
Jean LAURENT

Voor de gemeente :

In opdracht,
Gemeentesecretaris,
Christian DEBATY

Burgemeester,
Vincent DE WOLF

Voor de vereniging,

Agnès PIETRAK

Hind ACIL

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 36.869 € a été prévu pour 2010 en faveur de l'Asbl « La Vie Etterbeekoise », au budget ordinaire de la commune d'Etterbeek (article 133/332/02);

Attendu que les instructions de M. le Ministre de la Région bruxelloise précisant que les comptes et les budgets des Asbl subsidiées par les communes doivent être adoptés par les Conseils communaux compétents;

Vu le règlement communal voté en date du 17 septembre 2007 relatif au contrôle de l'octroi de subventions;

Vu l'approbation du compte 2010 par l'Assemblée générale de l'Asbl « La Vie Etterbeekoise », le 30 juin 2011;

Vu les articles 93 et 117 de la loi communale;

DECIDE

D'approuver le compte 2010 de l'Asbl « La Vie Etterbeekoise » tels qu'il est annexé à la présente délibération.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat een toelage van 36.869 € is voorzien ten gunste van de Vzw « Leven te Etterbeek », op de begroting 2010 van de Gemeente Etterbeek (artikel 133/332/02);

Overwegende dat de instructies van de Minister van het Brussels Gewest voorschrijven dat de rekeningen en de begrotingen van Vzw's, betoegelaagd door de gemeenten, moeten goedgekeurd worden door de bevoegde gemeenteraden;

Gelet op het gemeentelijk reglement van 17 september 2007;

Gelet op de rekening 2010, door de Algemene vergadering van de Vzw « Leven te Etterbeek » op 30 juni 2011 goedgekeurd;

Gelet op de artikels 93 en 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

De rekening 2010 van de Vzw « Leven te Etterbeek » te aanvaarden, zoals ze bij deze beraadslaging is gevoegd.

(6) Asbl ""La Vie Etterbeekoise"" - Budget 2011 Vzw ""Leven te Etterbeek"" - Begroting 2011

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant que, pour l'année 2011, un subside de 62.610 € a été prévu en faveur de l'Asbl « La Vie Etterbeekoise », au budget ordinaire de la commune d'Etterbeek (article 133/332/02);

Attendu que les instructions de M. le Ministre de la Région bruxelloise précisent que les comptes et les budgets des Asbl subsidiées par les communes doivent être adoptés par les Conseils communaux compétents;

Vu le règlement communal voté en date du 17 septembre 2007 relatif au contrôle de l'octroi de subventions;

Vu l'approbation du budget 2011 par l'Assemblée générale de l'Asbl « La Vie Etterbeekoise », le 30 juin 2011;

Vu les articles 93 et 117 de la loi communale;

DECIDE

D'approuver le budget 2011 de l'Asbl « La Vie Etterbeekoise » tel qu'il est annexé à la présente délibération.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat een toelage van 62.610 € is voorzien ten gunste van de Vzw « Leven te Etterbeek », op de begroting 2011 van de Gemeente Etterbeek (artikel 133/332/02);

Overwegende dat de instructies van de Minister van het Brussels Gewest voorschrijven dat de rekeningen en de begrotingen van Vzw's, betoegelaagd door de gemeenten, moeten goedgekeurd worden door de bevoegde gemeenteraden;

Gelet op het gemeentelijk reglement van 17 september 2007;

Gelet op de begroting 2011, door de Algemene vergadering van de Vzw « Leven te Etterbeek » op 30 juni 2011 goedgekeurd;

Gelet op artikels 93 en 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

De begroting 2011 van de Vzw « Leven te Etterbeek » te aanvaarden, zoals ze bij deze beraadslaging is gevoegd.

(7) Bâtiment rue des Champs 49 - Convention d'occupation à titre précaire. Gebouw Veldstraat 49 - Precaire bezettingsovereenkomst.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que le bâtiment sis rue des champs, 41-61, à 1040 Bruxelles fait actuellement l'objet d'une procédure d'expropriation par la Commune;

Considérant que l'immeuble est vide, sauf le rez-de-chaussée qui est occupé par la Poste;

Considérant qu'une inoccupation partielle du bien entraîne sa dégradation;

Considérant par ailleurs que, dans l'attente de la concrétisation de plusieurs projets immobiliers, la Commune est à la recherche d'espaces pour certains de ses services;

Considérant que, dans l'attente de l'issue de la procédure d'expropriation, la Commune a un intérêt à occuper déjà le bâtiment; que, dans ce cadre, la Régie des Bâtiments est disposée à autoriser la Commune à occuper le bâtiment;

Considérant que les modalités d'occupation font l'objet d'une convention d'occupation à titre précaire;

DECIDE

D'approuver les termes de la convention reprise en annexe.

De gemeenteraad,

overwegende dat er op dit moment een onteigeningsprocedure loopt voor het gebouw in de Veldstraat 41-61 in 1040 Brussel, die opgestart werd door de gemeente;

overwegende dat het gebouw leeg is, behalve het gelijkvloers waar de Post gevestigd is;

overwegende dat een gedeeltelijke leegstand van het gebouw tot verval leidt;

overwegende dat de gemeente in afwachting van de concrete invulling van verschillende vastgoedprojecten er belang bij heeft om al haar intrek te nemen in het gebouw; dat de Regie der Gebouwen in dit verband de Gemeente toestemming verleent om het gebouw te gebruiken.

Overwegende dat de gebruiksmodaliteiten vastgelegd worden in een tijdelijke gebruiksovereenkomst.

BESLIST

De termen van de bijgevoegde overeenkomst goed te keuren.

voir annexes - zie bijlage

**(8) Règlement relatif à la clef de répartition des subventions aux mouvements de jeunesse etterbeekoïse reconnus - Modification
Reglement betreffende de verdelingswijze van de toelating aan erkende etterbeekse Jeugdbewegingen - Wijziging**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du 21 février 1991 relative à la clef de répartition des subventions aux mouvements de jeunesse etterbeekoïse reconnus;

Considérant la nécessité de revoir le Règlement existant compte tenu des évolutions démographiques;

Considérant que la plupart des mouvements de jeunesse ayant leur siège à Etterbeek ont des membres originaires de toute la région de Bruxelles-Capitale;

Considérant qu'il est important que la Commune d'Etterbeek vienne en aide à tous les mouvements de jeunesse reconnus qui ont leur siège sur le territoire de la commune, sans distinction d'origine, de race ou de religion de leurs membres;

Considérant qu'il convient donc de supprimer la condition limitant l'obtention de subsides communaux aux mouvements de jeunesse pouvant établir que la moitié au moins de leurs membres sont etterbeekoïse

Conformément à la décision du Collège du 25 novembre 2010;

DECIDE

De supprimer le 2^{ème} tiret de l'article 2 du Règlement adopté par le Conseil communal, en sa séance du 21 février 1991, et limitant le nombre de mouvements de jeunesse pouvant obtenir des subsides communaux.

Ancien texte :

Article 2 : pour être reconnus, les mouvements de jeunesse doivent en faire la demande à l'échevinat de la jeunesse. Il leur faudra :

- fournir la preuve que le mouvement est reconnu par la Communauté française ou flamande comme mouvement de jeunesse;
- établir que la moitié au moins de leurs membres sont etterbeekois.

Nouveau texte :

Article 2 : pour être reconnus, les mouvements de jeunesse doivent en faire la demande à l'échevinat de la jeunesse. Il leur faudra fournir la preuve que le mouvement est reconnu par la Communauté française ou flamande comme mouvement de jeunesse.

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging van 21 februari 1991 betreffende de verdeelsleutel van de subsidies voor erkende Etterbeekse jeugdbewegingen;

Gelet op de noodzaak om het bestaande Reglement te herzien rekening houdende met de bevolkingsevolutie;

Overwegende dat de meeste in Etterbeek gevestigde jeugdbewegingen leden hebben uit het hele Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het belangrijk is dat de Gemeente Etterbeek steun biedt aan alle erkende jeugdbewegingen die gevestigd zijn op het grondgebied van de gemeente, zonder een onderscheid te maken op basis van afkomst, ras of godsdienst van hun leden;

Overwegende dat de voorwaarde, die bepaalt dat jeugdbewegingen die in aanmerking willen komen voor gemeentelijke subsidies moeten kunnen bewijzen dat minstens de helft van hun leden Etterbekenaars zijn, geschrapt dient te worden.

Gelet op het besluit van het College op 25 november 2010;

BESLIST

Om het 2^{de} streepje in artikel 2 van het subsidiereglement, dat aangenomen werd door de Gemeenteraad in zitting van 21 februari 1991 en dat het aantal jeugdbewegingen dat in aanmerking komt voor gemeentelijke subsidies beperkt, te schrappen.

Oude tekst:

Artikel 2: Om erkend te zijn, moeten de jeugdbewegingen een aanvraag indienen bij de Schepen van Jeugd. Ze dienen :

- het bewijs te leveren dat de beweging door de Franse of Vlaamse Gemeenschap erkend is als jeugdbeweging;
- aan te tonen dat ten minste de helft van hun leden Etterbekenaars zijn;

Nieuwe tekst:

Artikel 2: Om erkend te worden, moeten de jeugdbewegingen een aanvraag indienen bij de Schepen van Jeugd. Zij dienen het bewijs te leveren dat hun beweging door de Franse of Vlaamse Gemeenschap erkend is als jeugdbeweging.

Madame Gisèle MANDAILA entre en séance.

Mevrouw Gisèle MANDAILA komt de zitting binnen.

- (9) **Mobilite - 15ème renouvellement du contrat de Mobilité entre la commune d'Etterbeek et la Région de Bruxelles Capitale.**
Mobiliteit - 15de vervanging van het mobiliteitscontract tussen het Brussels Hoofdstedelijk gewest

en de Gemeente Etterbeek.

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 1996 déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux Communes dans le cadre d'un contrat de mobilité;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 1997 modifiant l'Arrêté du 18 juillet 1996;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport section II adaptation de l'Arrêté du 17 juillet 1997 modifiant l'Arrêté du 18 juillet 1996;

Considérant les intentions du Plan Régional de Développement qui précise « qu'il appartient aux communes de prendre les mesures pour gérer la circulation, notamment en affectant des agents à cette tâche et en convenant des modalités d'interventions rapides en cas d'accident qui perturbe la circulation sur les voiries où le trafic est important »;

Considérant que la Région Bruxelloise doit évoluer vers une mobilité durable;

Considérant que les transports en commun, les déplacements à pied et à vélo sont des éléments essentiels d'une mobilité durable;

Considérant que la promotion de l'utilisation des transports en commun passe notamment par l'amélioration de leur vitesse commerciale;

Considérant que la promotion des déplacements à pied et à vélo passe par une augmentation de leur sécurisation;

Considérant que la congestion est néfaste pour le fonctionnement socio-économique de la Commune et qu'elle entraîne des effets dommageables sur la santé et l'environnement;

Considérant que la Région encourage les Communes à amplifier la présence de leur police sur les voiries régionales afin d'y maintenir de bonnes conditions de circulation;

Vu le rapport relatif à l'exécution du contrat en cours;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE

- d'approuver le rapport relatif à l'exécution du contrat en cours;
- de solliciter une subvention auprès de la Région de Bruxelles-Capitale, conformément à l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport section II - adaptation de l'Arrêté du 17 juillet 1997 modifiant l'Arrêté du 18 juillet 1996 déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux Communes dans le cadre d'un contrat de mobilité, pour la surveillance de 2 carrefours prioritaires établis en voirie régionale et de 13,590 kilomètres de voiries régionales dont le détail figure au contrat de mobilité joint en annexe de la présente délibération;
- de souscrire aux engagements figurant au contrat de mobilité joint ci-dessous;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.

**CONTRAT DE MOBILITE ETT-016
(Quinzième renouvellement)**

Entre

La Commune d'Etterbeek, ci-après dénommée « la Commune » représentée par son Bourgmestre et son Secrétaire, agissant en exécution de la délibération prise par son Conseil communal le 19 septembre 2011 et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale représenté par le Secrétaire d'Etat de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 1996 déterminant les règles applicables pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre d'un contrat de mobilité;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 déterminant les règles applicables pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre du contrat de mobilité;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles - Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport section II adaptation de l'arrêté du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 déterminant les règles applicables pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre du contrat de mobilité;

Article 1er

La Commune s'engage à assurer, par une présence policière effective, la surveillance des carrefours et voiries prioritaires désignés ci-dessous, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 1996 déterminant les règles applicables pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre du contrat de mobilité.

Carrefours prioritaires

Chaussée de Wavre/boulevard Général Jacques (côté ville)
Chaussée de Wavre/boulevard Général Jacques (côté Auderghem)

Voiries prioritaires

Avenue de Tervueren (entre la Porte de Tervueren et Montgomery)
Chaussée de Wavre et rue de l'Etang (entre le bd Général Jacques et l'av. du Maelbeek)
Avenue du Maelbeek (entre la place Jourdan et la rue de l'Etang)
Avenue d'Auderghem (entre l'avenue des Nerviens et la Chasse)
Avenues de la Chasse et des Celtes
Boulevards Général Jacques, Louis Schmidt et Saint - Michel
Chaussée d'Etterbeek (entre la rue Bélliard et la place Jourdan)

Article 2

La Commune s'engage à ce que les interventions des policiers sur les carrefours et voiries prioritaires rencontrent les objectifs suivants :

- favoriser le passage des transports en commun et des taxis;
- veiller à la sécurité de tous les utilisateurs du carrefour ou de la voirie prioritaire, en particulier les piétons et les cyclistes;
- veiller à ce que les arrêts des lignes de transport en commun et des zones de stationnement pour taxis soient dégagés;
- veiller à ce que le stationnement n'entrave, ni la circulation des transports en commun, ni le passage du trafic routier, ni le cheminement des piétons et des cyclistes;
- veiller au respect du code de la route par l'ensemble des utilisateurs du carrefour ou de la voirie prioritaire;
- verbaliser le stationnement en double file et procéder, le cas échéant, à l'enlèvement des véhicules;

- veiller à maintenir de bonnes conditions de circulation sur les voiries prioritaires et veiller au dégagement des carrefours prioritaires;

Article 3

La Commune s'engage à effectuer la surveillance des carrefours et voiries mentionnés à l'article 1^{er}, de 7 h 30 à 9 h 00 et de 16 h 30 à 18 h 30 durant les jours ouvrables, hors week-end, jours fériés et vacances scolaires.

La période de surveillance quotidienne de 3 h 30 peut être modifiée sur base de l'expérience de la Commune, pour autant que cette dernière en informe le Ministère de la Région de Bruxelles - Capitale (Direction Stratégie de Bruxelles Mobilité - AED, C.C.N. - rue du Progrès, 80 - bte 1 - 3e étage - 1035 Bruxelles), sans pour autant être inférieure à 3 h 30 par jour.

La Commune s'engage à affecter au moins un agent par carrefour.

La Commune est autorisée à déplacer les agents aux carrefours chaussée de Wavre / avenue d'Auderghem et chaussée de Wavre / avenue de la Chasse, avenue des Celtes / avenue de Tervueren et rue des Tongres / avenue de Tervueren, chaussée de Wavre / rue de l'Etang et chaussée de Wavre / avenue du Maelbeek ou à d'autres carrefours régionaux avec transports en commun de la commune en fonction des nécessités de la circulation, en donnant la priorité aux trams et bus et à la protection des piétons.

Pour les voiries prioritaires, la Commune s'engage à organiser le passage d'une patrouille de la police aux heures sus indiquées. Ce passage peut s'effectuer en véhicule automobile, selon un circuit rationnel permettant d'y assurer une surveillance la plus fréquente possible. Lorsque le circuit est court, celui-ci peut être effectué en moto, en vélomoteur, en vélo ou à pied.

Article 4

Dans le cadre de la surveillance des voiries et carrefours repris à l'article 1^{er}, la commune s'engage sans préjudice des objectifs énumérés à l'article 2, à ce que les interventions rencontrent les objectifs particuliers suivants :

Carrefours

Chaussée de Wavre/boulevard Général Jacques (côté ville)

Faciliter le passage des tramways des lignes 7 et 25 et des autobus de la ligne 34 et des lignes TEC et DE LIJN

Chaussée de Wavre/boulevard Général Jacques (côté Auderghem)

Faciliter le passage des tramways des lignes 7 et 25 et des autobus de la ligne 34 et des lignes TEC et DE LIJN

Voiries

Avenue de Tervueren

Eviter le stationnement en double file dans les allées latérales

Faciliter le passage des autobus des lignes 22, 27, 61 et 80

Chaussée de Wavre

Eviter le stationnement en double file

Faciliter le passage des autobus des lignes 34, TEC et DE LIJN

Avenue d'Auderghem

Eviter le stationnement en double file

Faciliter le passage des autobus des lignes 36, TEC et DE LIJN

Veiller au dégagement des arrêts

Avenues de la Chasse et des Celtes

Eviter le stationnement en double file

Faciliter le passage des tramways de la ligne 81 et des autobus de la ligne 36

Eviter l'utilisation du site propre par des véhicules non autorisés

Boulevards Général Jacques, Louis Schmidt et Saint-Michel

Eviter le stationnement en double file

Eviter le stationnement interdit dans les carrefours et aux autres endroits illicites

Chaussée d'Etterbeek

Eviter le stationnement en double file
Faciliter le passage des autobus de la ligne 59

Avenue du Maelbeek

Eviter le stationnement en double file
Faciliter le passage des autobus des lignes 59, 60 et 80
Veiller au respect des zones de livraison

Article 5

La Commune s'engage à désigner un interlocuteur responsable de la gestion de toutes les interventions qui seront exécutées en vertu du présent contrat.

Article 6

La Commune s'engage à établir annuellement un rapport circonstancié sur l'exécution des missions accomplies en vertu du présent contrat en mentionnant les difficultés rencontrées, les améliorations observées ainsi que les améliorations qu'il conviendrait d'apporter à la gestion du trafic routier sur les carrefours et voiries prioritaires, notamment les feux.

Article 7

La Commune s'engage à participer aux réflexions sur les applications futures du serveur de trafic ayant trait à la coordination entre la Région de Bruxelles-Capitale et les communes et à la diffusion de l'information relative à la gestion de la circulation.

Article 8

A défaut pour la Commune de se conformer à l'avertissement ministériel visé à l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18/7/96 déterminant les règles applicables pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre du contrat de mobilité, la Région de Bruxelles-Capitale récupère d'office le montant des subventions allouées.

Pour la Commune d'Etterbeek,
V. DE WOLF, Bourgmestre et Ch. DEBATY, Secrétaire communal

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles - Capitale,
Le Secrétaire d'Etat de la Région de Bruxelles-Capitale, Bruno DE LILLE.

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

De Gemeenteraad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 1996 vaststellend de regels voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het kader van een mobiliteitscontract;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 juli 1997 dat het besluit van 18 juli 1996 wijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 december 2001 tot uitvoering van de ordonnantie van 11 maart 1999 betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer – afdeling II houdende aanpassing van het besluit van 17 juli 1997 dat het besluit van 18 juli 1996 wijzigd;

Overwegende de doelstellingen van het gewestelijk ontwikkelingsplan dat vaststelt « dat het aan de gemeenten hoort maatregelen te nemen om het verkeer te beheren, met name door agenten in te zetten en door spoedige tussenkomstmaatregelen vast te stellen in geval van ongelukken die het verkeer op de drukke wegen zouden storen »;

Overwegende dat het Brussels Gewest naar een duurzame mobiliteit moet streven;

Overwegende dat het openbaar vervoer, de verplaatsingen te voet of per fiets essentiële elementen zijn van een duurzame mobiliteit;

Overwegende dat de promotie van openbaar vervoer in het bijzonder een verbetering van haar commerciële snelheid eist;

Overwegende dat de promotie van de verplaatsingen te voet of per fiets een toeneming van hun in veiligheidsstelling eist;

Overwegende dat de verkeersopstoppingen nadelig zijn voor de socio-economische werking van de gemeente en dat ze schadelijke gevolgen voor de gezondheid en het leefmilieu kunnen veroorzaken;

Overwegende dat het Gewest de gemeenten aanmoedigt om de aanwezigheid van hun politie op de gewestelijke wegen te vermeerderen om goede verkeersomstandigheden te handhaven;

Gelet op het verslag betreffende de uitvoering van het doorlopend contract;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST

- Het verslag betreffende de uitvoering van het doorlopend contract goed te keuren;
- Een subsidie bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan te vragen, overeenkomstig het besluit van de regering van het Brussels Gewest van 20 december 2001, houdende uitvoering van de ordonnantie van 11 maart 1999, betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer – afdeling II houdende aanpassing van het besluit van 17 juli 1997 dat het besluit van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels voor de toekenning van subsidies aan de gemeenten in het kader van een mobiliteitscontract, voor het toezicht van 2 kruispunten waar voorrang geldt gelegen op gewestelijke wegen en van 13,590 kilometers van gewestelijke wegen vermeld in het mobiliteitscontract in bijlage van deze beraadslaging, wijzigt;
- Om de opdrachten vermeld in het mobiliteitscontract in bijlage hieronder te onderschrijven;
- Om het College van Burgemeester en Schepenen met de uitvoering van deze beslissing te belasten.

MOBILITEITSCONTRACT ETT-016 (Vijftiende aanpassing)

Tussen

De Gemeente Etterbeek, hierna genoemd “de Gemeente”, vertegenwoordigd door haar Burgemeester en haar Secretaris, handelend in uitvoering van de beslissing genomen door haar Gemeenteraad op 19 september 2011, en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering vertegenwoordigd door de Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het raam van een mobiliteitscontract;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het raam van het mobiliteitscontract;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 december 2001 tot uitvoering van de ordonnantie van 11 maart 1999 betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer, afdeling II aanpassing

van het besluit van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het raam van het mobiliteitscontract;

Artikel 1

De Gemeente verbindt zich ertoe, door middel van een daadwerkelijke aanwezigheid van de politie, het toezicht uit te oefenen op de hierna vermelde voorrangskruispunten en - wegen, overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het raam van het mobiliteitscontract.

Voorrangskruispunten

Waversesteenweg/Generaal Jacqueslaan (kant stad)
Waversesteenweg/Generaal Jacqueslaan (kant Oudergem)

Voorrangswegen

Tervurenlaan (tussen de Tervursepoort en Montgomery)
Steenweg op Waver en Vijverstraat(tussen de Generaal Jacqueslaan en Maalbeeklaan)
Maalbeeklaan (tussen Jourdanplein en Vijverstraat)
Oudergemlaan (tussen de Nerviërslaan en de Jacht)
Jachtlaan en Keltenlaan
Generaal Jacqueslaan, Louis Schmidlaan en Sint - Michielslaan.
Etterbeeksesteenweg (tussen Belliardstraat en Jourdanplein)

Artikel 2

De Gemeente verbindt zich ertoe dat de tussenkomsten van de politieagenten op de kruispunten en voorrangswegen aan de volgende doelstellingen beantwoorden:

- de doorgang van het openbaar vervoer en de taxi's bevorderen;
- waken over de veiligheid van alle gebruikers van het voorrangskruispunt of van de voorrangsweg, en in het bijzonder deze van de fietsers en de voetgangers;
- erop toezien dat de haltes van het openbaar vervoer en de parkeerzones voor taxi's vrijgemaakt zijn;
- erop letten dat noch de doorgang van het openbaar vervoer noch van het autoverkeer noch van de fiets - en wandelpaden door het parkeren verhinderd wordt;
- toezien op de naleving van het verkeersreglement door alle gebruikers van het voorrangskruispunt of van de voorrangsweg;
- proces-verbaal opmaken bij dubbelparkeren en, in voorkomend geval, de voertuigen laten wegslepen.
- zorgen voor goede verkeersomstandigheden op de voorrangswegen en ervoor zorgen dat de voorrangskruispunten vrijgemaakt zijn;

Artikel 3

De Gemeente verbindt zich ertoe het toezicht uit te oefenen op de in artikel 1 vermelde kruispunten en wegen van 07.30u tot 09.00u en van 16.30u tot 18.30u, dit op werkdagen en uitgezonderd tijdens de weekends, feestdagen en schoolvakanties.

De dagelijkse duur van het toezicht ten belope van 3u30 mag gewijzigd worden op basis van de ervaring verworven door de Gemeente, voor zover deze het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hiervan op de hoogte brengt (Directie Beleid van Mobiel Brussel - BUV - C.C.N. - Vooruitgangstraat, 80 - bus 1 - 3^e verdieping - 1035 Brussel) en de duur niet minder bedraagt dan 3u30 per dag.

De Gemeente verbindt zich ertoe minstens een agent in te zetten per kruispunt.

De Gemeente mag de agenten op kruispunten Waversesteenweg / Oudergemsesteenweg en Waversesteenweg / Jachtlaan, Keltenlaan / Tervurenlaan en Tongerenstraat / Tervurenlaan, Waversesteenweg / Vijverstraat en Waversesteenweg / Maalbeeklaan of op andere gewestelijke kruispunten met openbaar vervoer van de gemeente verplaatsen naar gelang van de eisen van het verkeer, waarbij de trams en bussen en de bescherming van de voetgangers voorrang krijgen.

Voor de voorrangswegen, verbindt de Gemeente zich tot het organiseren van een politiepatrouille op voornoemde uren. Deze patrouille mag gebeuren met een politiewagen, volgens een rationeel parcours dat een zo frequent mogelijk toezicht mogelijk maakt. Wanneer het een korte ronde betreft, mag deze uitgevoerd worden met motor, bromfiets, fiets of te voet.

Artikel 4

In het raam van het toezicht op de in artikel 1 vermelde kruispunten en wegen, verbindt de Gemeente zich ertoe, onverminderd de doelstellingen opgesomd in artikel 2, dat de tussenkomen aan de volgende bijzondere doelstellingen beantwoorden:

Kruispunten

Steenweg op Waver/Generaal Jacqueslaan (kant stad)

De doorgang van de trams van de lijnen 7 en 25 en van de bussen van lijn 34 en van de lijnen TEC en De Lijn vergemakkelijken.

Steenweg op Waver/Generaal Jacqueslaan (kant Oudergem)

De doorgang van de trams van de lijnen 7 en 25 en van de bussen van lijn 34 en van de lijnen TEC en De Lijn vergemakkelijken.

Wegen

Tervurenlaan

Het dubbelparkeren in de zijwegen vermijden;

De doorgang van de bussen van de lijnen 22, 27, 61 en 80 vergemakkelijken.

Steenweg op Waver

Het dubbelparkeren vermijden;

De doorgang van de bussen van de lijnen 34, TEC en De Lijn vergemakkelijken.

Oudergemlaan

Het dubbelparkeren vermijden;

De doorgang van de bussen van de lijnen 36, TEC en De Lijn vergemakkelijken;

Ervoor zorgen dat de haltes vrij blijven.

Jachtlaan en Keltenlaan

Het dubbelparkeren vermijden.

De doorgang van de trams van de lijnen 81 en 82 en de bussen van de lijn 36 vergemakkelijken;

Het gebruik van de eigen bedding vermijden door niet toegestaan voertuigen.

Generaal Jacqueslaan, Louis Schmidlaan en Sint - Michielslaan

Het dubbelparkeren vermijden;

Het verbod op het parkeren op de kruispunten en op andere plaatsen waar een verbod geldt, doen naleven.

Etterbeeksesteenweg

Het dubbelparkeren vermijden.

De doorgang van de bussen van de lijn 59 vergemakkelijken.

Maalbeeklaan

Het dubbelparkeren vermijden.

De doorgang van de bussen van de lijnen 59, 60 en 80 vergemakkelijken.

Toezien op de naleving van de leveringszones

Artikel 5

De Gemeente verbindt zich ertoe een gesprekspartner aan te duiden die instaat voor het beheer van alle tussenkomsten die zullen worden uitgevoerd krachtens dit contract.

Artikel 6

De Gemeente verbindt zich ertoe jaarlijks een gedetailleerd verslag op te stellen over de uitvoering van de opdrachten volbracht krachtens dit contract waarin een opsomming wordt gegeven van de ondervonden moeilijkheden en de verbeteringen die werden waargenomen, alsook van de aanpassingen die zouden moeten worden gedaan aan het beheer van het wegverkeer op de kruispunten waar voorrang geldt en de voorrangswegen, meer bepaald aan het beheer van de lichten.

Artikel 7

De Gemeente verbindt zich ertoe deel te nemen aan de debatten aangaande de toekomstige toepassingen van de verkeersserver met betrekking tot de coördinatie tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeenten en tot de verspreiding van informatie over het beheer van het verkeer.

Artikel 8

Indien de Gemeente zich niet houdt aan de ministeriële waarschuwing bedoeld in artikel 7 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het raam van een mobiliteitscontract, dan vordert het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ambtshalve het bedrag van de verleende toelagen terug.

Namens de gemeente Etterbeek,
V. DE WOLF, Burgemeester en Ch. DEBATY, Gemeentesecretaris

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
De Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Bruno DE LILLE. Huidige beraadslaging zal verzonden worden aan de Toezichthoudende Overheid.

**(10) Régie Foncière - Fixation des conditions de divers marchés publics - Article 236 de la Nouvelle Loi Communale - Communication pour information.
Regie van Grondbeleid - Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten - Artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut apporter au contrat toute modification qu'il juge nécessaire en cours d'exécution, pour autant qu'il ne résulte pas de dépenses supplémentaires de plus de 10 % ;

Attendu que si la modification entraîne une dépense supplémentaire de plus de 10%, le collège communique sa décision au Conseil Communal pour information lors de sa plus prochaine séance (article 236 alinéa 2 de la Nouvelle loi Communale) ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

♣ Date : 9 juin 2011.

♣ Objet : Patrimoine Régie – Immeuble sis 356/358 chaussée de Wavre – Travaux d'entretien de l'appartement du 1^{er} étage – Marché de travaux par procédure négociée sans publicité – Approbation du décompte final – Réestimation du coût définitif de l'entreprise après exécution des travaux.

- ♣ Réestimation de la dépense : 57.462,99 €, H.T.V.A. 6% et hors révision.
- ♣ Article budgétaire : 243.01 du budget 2011 de la Régie Foncière.

DECIDE

De prendre pour information la décision du Collège de Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 236 de la Nouvelle Loi Communale.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen iedere wijziging die het bij de uitvoering nodig acht aan de overeenkomst kan aanbrengen, in zover hieruit geen bijkomende uitgaven van meer dan 10 % voortvloeiën ;

Overwegende dat indien de wijziging een bijkomende uitgaven van meer dan 10% veroorzaakt, het College zijn beslissing ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op diens eerstvolgende vergadering meedeelt;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen werd genomen.

- ♣ Datum : 9 juni 2011.
- ♣ Onderwerp : Patrimonium Regie – Gebouw gelegen 356/358 Waversesteeweg – Onderhoudswerken – van het appartement op de eerste verdieping – Opdracht voor aanneming van werken bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Goedkeuring van de eindafrekening – Herschatting van de definitieve kosten van de onderneming na uitvoeringswerken.
- ♣ Herschating van de uitgave : 57.462,99 €, zonder B.T.W. 6 % en zonder herziening.
- ♣ Begrotingsartikel : 243.01 van de begroting 2011 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

- (11) ASBL ""Etterbeek Sport"" - Comptes 2010 - Budget 2011 - Approbation - Subside communal
Liquidation
VZW ""Etterbeek Sport"" - Rekening 2010 - Begroting 2011 - Goedkeuring - Gemeentelijke
subsidie - Uitbetaling**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil Communal,

Considérant le Règlement relatif au contrôle de l'octroi des subsides adopté par le Conseil communal en date du 15 octobre 2007 ;

Considérant qu'un subside de 307.300€ en faveur de l'asbl « Etterbeek Sport » a été inscrit à l'article budgétaire 764/332-02/02 ;

Considérant que l'asbl « Etterbeek Sport » a introduit ses comptes 2010 et budget 2011 en bonne et due forme ;

Vu les articles 93 et 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

D'approuver les comptes 2010 et le budget 2011 de l'asbl « Etterbeek Sport », tels qu'ils sont repris en annexe et de liquider le subside communal de 307.300€ repris à l'article budgétaire 764/332-02/02.

De Gemeenteraad,

Gezien het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 15 oktober 2007;

Overwegende dat een toelage van 307.300 € ten gunste van de V.Z.W. «Etterbeek Sport» op artikel 764/332-02/02 werd ingeschreven;

Overwegende dat de V.Z.W. «Etterbeek Sport» zijn rekening 2010 en zijn begroting 2011 heeft ingediend.

Gezien artikels 93 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

De rekening 2010 en de begroting 2011 van de V.Z.W. «Etterbeek Sport» zoals deze bij deze beraadslaging zijn bijgevoegd, goed te keuren en de gemeentelijke subsidie van 307.300 €, die op artikel 764/332-02/02 werd ingeschreven, uit te betalen.

**(12) Convention subside - Performance Energétique et climat intérieur des Bâtiments (PEB) –
Modification - Adoption
Overeenkomst toelage - Energieprestatie en het Binnenklimaat van gebouwen (EPB) - Wijziging -
Goedkeuring**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant la convention adoptée le 09 mars 2009 ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention PEB octroyé à la Commune;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 2011 octroyant aux communes une subvention PEB pour une 3^{ème} année;

Considérant que la présente convention vise à adapter légèrement la convention initiale et à prolonger sa validité de un an ;

Considérant qu'une subvention de 59.459 euros, montant forfaitaire total maximum prévisionnel, est octroyée en 2011 à la commune d'Etterbeek;

Considérant que les dépenses prises en charge par la subvention sont les suivantes :

- l'engagement de 1 Equivalent Temps Plein (chargé de mission) ;
- montant pris en charge : 100 % du salaire annuel brut charges patronales comprises (non compris les autres frais) ;
- 15 % de majoration forfaitaire de ce montant pour prendre en charge les autres frais liés au salaire (prime de fin d'année, pécule de vacances, chèques repas, frais de déplacement, prime linguistique, assurance, ...).

Considérant que l'agent chargé de mission doit être désigné contrôleur en vertu de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement;

Considérant que dans ses échanges avec l'IBGE, l'agent PEB devra en plus lui adresser une copie des procès-verbaux d'infraction envoyés au parquet;

Considérant que le respect de ces obligations se vérifiera en partie sur base :

- d'un rapport d'activités final en fin de contrat,
- et d'un bilan d'évaluation par l'IBGE en cours de mission sur base des éléments de l'article 6 point 5 de la convention (échanges avec l'IBGE) et par une (ou plusieurs) visite(s) éventuelle(s) de l'IBGE dans les communes.

Considérant que la présente subvention porte sur une période d'un an à dater du renouvellement du contrat de la personne engagée par l'arrêté de base E09-824 du 14/12/2009 pour la mission, et se termine au plus tard le 31/03/2012;

Considérant sa décision de désigner un architecte, à titre temporaire, dans les liens d'un contrat d'emploi à durée déterminée pour la période du 01/01/2011 au 31/12/2011 sous réserve expresse de l'octroi de la subvention-treatment visée par la présente convention ;

DECIDE

d'adopter la convention ci-jointe ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention PEB octroyé à la Commune par l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement.

De Gemeenteraad,

Overwegende de overeenkomst goedgekeurd op 09 maart 2009 die strekt tot het preciseren van de bepalingen omtrent het gebruik, de te verstrekken bewijsstukken en de eventuele terugbetaling van de EPB-toelage die aan de Gemeente werd toegekend;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 juni 2011 dat aan de gemeenten een EPB-toelage voor een derde jaar toekent;

Overwegende dat de huidige overeenkomst doelt op het licht aanpassen van deze conventie en de geldigheid één jaar te verlengen;

Overwegende dat een toelage van 59.459 euro, gepland forfaitair totaal maximumbedrag, aan de gemeente Etterbeek voor 2011 is toegekend;

Overwegende dat de categorieën van uitgaven die gedekt kunnen worden door de toelage de volgende zijn :

- de aanwerving van 1 Voltijds Equivalent (opdrachthouder),
- het ten laste genomen bedrag : 100 % van het brutojaarloon, met inbegrip van de werkgeversbijdragen
- (de andere kosten niet inbegrepen);
- 15% forfaitaire vermeerdering van dit bedrag om de andere loonkosten te kunnen betalen (eindejaarspremie, vakantiegeld, maaltijdcheques, verplaatsingskosten, taalpremie, verzekering, ...)

Overwegende dat de opdrachthouder als controleur moet aangewezen zijn volgens de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu;

Overwegende dat, bijkomend de wisselwerking met het BIM, de EPB –agent een kopie van de PV's over de inbreuk die naar het parket gestuurd werden, naar het BIM moet zenden;

Overwegende dat de naleving van deze verplichten voor een stuk wordt gecontroleerd op basis van :

- een definitief activiteitenverslag op het einde van het contract,
- een balans die het BIM in de loop van de opdracht ter evaluatie opstelt op basis van de elementen van artikel 6, punt 5 van de overeenkomst (wisselwerkingen met het BIM) en met een (of meerdere) eventueel (eventuele) bezoek (en) van het BIM aan de gemeenten;

Overwegende dat de onderhavige toelage betrekking heeft op een periode van één jaar, te rekenen vanaf de verlenging van het contract van de aangeworven persoon via het basisbesluit E09-824 van 14/12/2009 voor de betreffende taak, en wordt ten laatste beëindigd op datum van 31/03/2012;

Overwegende zijn beslissing om een architect aan te stellen, in tijdelijk verband, in het kader van een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur voor de periode van 01/01/2011 tot 31/12/2011 onder de uitdrukkelijke voorwaarde van de toekenning van een weddetoelage beoogd in onderhavige conventie;

BESLIST

de hierbijgevoegde overeenkomst, die strekt tot het preciseren van de bepalingen omtrent het gebruik, de te verstrekken bewijsstukken en de eventuele terugbetaling van de EPB-toelage die aan de Gemeente door het Brussels Instituut voor Milieubeheer werd toegekend, goed te keuren.

**(13) Administration communale - Fixation des conditions de divers marchés publics - Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale - Communication pour information
Gemeentebestuur - Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten - Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2 – 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 67.000,00, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 9 juin 2011

Objet : Site des Jardins de la Chasse - Réalisation de l'inventaire amiante des pavillons à démolir

Estimation de la dépense : € 4.500,00, TVA comprise

Article budgétaire : 879/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 9 juin 2011

Objet : Hôtel communal - acquisition de bacs à plantes

Estimation de la dépense : € 600,00, TVA comprise

Article budgétaire : 104/74111-51 du budget extraordinaire de 2011

Date : 23 juin 2011

Objet : Ecoles d'enseignement primaire - Acquisition et placement de vannes thermostatiques

Estimation de la dépense : € 7.138,69, TVA comprise

Article budgétaire : 722/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 23 juin 2011

Objet : Mobilier de bureau - Proposition de don par la société BNP Fortis - Acceptation

Date : 23 juin 2011
Objet : Ernest Richard I et II - Régulation des installations de chauffage
Estimation de la dépense : € 16.369,75, TVA comprise
Article budgétaire : 735/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 23 juin 2011
Objet : Cimetière communal - Fourniture et placement d'un bloc de cellules de colombarium
Estimation de la dépense : € 6.655,00, TVA comprise
Article budgétaire : 878/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 7 juillet 2011
Objet : Hôtel communal - Extension de la mission du bureau d'études chargé de la problématique chauffage/ventilation des locaux du 5^{ème} étage
Estimation de la dépense : € 6.050,00, TVA comprise
Article budgétaire : 124/74711-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 7 juillet 2011
Objet : Ecole « Les Marronniers » - Relighting des classes
Estimation de la dépense : € 9.129,44, TVA comprise
Article budgétaire : 722/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 7 juillet 2011
Objet : Hôtel communal - Travaux de remise en état du système de chauffage/ventilation des locaux du 5^{ème} étage
Estimation de la dépense : € 81.070,00, TVA comprise
Article budgétaire : 879/74711-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 18 août 2011
Objet : Prégardiennat « l'Angerie » - Remplacement du revêtement de sol
Estimation de la dépense : € 10.450,00, TVA comprise
Article budgétaire : 844/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 18 août 2011
Objet : Mobiliers urbains - Achat de 30 bollards
Estimation de la dépense : € 6.110,00, TVA comprise
Article budgétaire : 425/74111-52 du budget extraordinaire de 2011

Date : 18 août 2011
Objet : Plaines de jeux - Aménagement, entretien et mises en conformité diverses
Estimation de la dépense : € 17.650,00, TVA comprise
Article budgétaire : 766/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 18 août 2011
Objet : Ecole « Paradis des Enfants » - Régulation des installations de chauffage
Estimation de la dépense : € 30.000,00, TVA comprise
Article budgétaire : 722/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 18 août 2011
Objet : Hôtel communal - Acquisition de bacs à fleurs
Estimation de la dépense : € 1.120,00, TVA comprise
Article budgétaire : 104/7411-51 du budget extraordinaire de 2011

Date : 18 août 2011
Objet : Réparations localisées d'asphalte du tronçon Mesens-Godeaux de l'avenue des Volontaires - Délégation et quote-part dans le coût des travaux au profit de la commune de Woluwé-Saint-Pierre
Estimation de la dépense : € 7.500,00, TVA comprise
Article budgétaire : 421/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

DECIDE

de prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2 – 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betreft gegund bij onderhandelingsprocedure waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 67.000,00 B.T.W. niet inbegrepen, niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissing werd genomen door het College van Burgemeester en Schepenen:

Datum: 9 juni 2011

Onderwerp: Site van het Jachthof - Uitvoering asbestinventaris van de af te breken paviljoenen

Raming van de uitgave: € 4.500,00 BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 879/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 9 juni 2011

Onderwerp: Gemeentehuis - Aankoop van plantenbakken

Raming van de uitgave: € 600,00 BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 104/74111-51 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 23 juni 2011

Onderwerp: Scholen van het lager onderwijs - Aankoop en plaatsing van thermostatische kranen

Raming van de uitgave: € 7.138,69 BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 722/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 23 juni 2011

Onderwerp: Kantoormeubilair - Voorstel schenking door de maatschappij BNP Fortis - Goedkeuring

Datum: 2011

Onderwerp: Ernest Richard I en II - Regeling verwarmingsinstallaties

Raming van de uitgave: € 16.369,75 BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 735/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 23 juni 2011

Onderwerp: Gemeentelijke begraafplaats - Levering en plaatsing van een blok colobariumcellen

Raming van de uitgave: € 6.655,00 BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 7 juli 2011

Onderwerp: Gemeentehuis - Uitbreiding van de opdracht van het studie bureau belast met de verwarming/ventilatieproblematiek van de 5^{de} verdieping

Raming van de uitgave: € 6.050,00 BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 124/74711-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 7 juli 2011

Onderwerp: School "Les Marronniers" - Relighting van de klaslokalen

Raming van de uitgave: € 9.129,44 BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 722/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 7 juli 2011

Onderwerp: Gemeentehuis - Herstellingswerken van het verwarmings-/ventilatiesysteem van de lokalen van de 5^{de} verdieping

Raming van de uitgave: € 81.070,00 BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 879/74711-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 18 augustus 2011

Onderwerp: Kribbe "l'Angerie" - Vervanging van de vloerbekleding

Raming van de uitgave: € 10.450,00 BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 844/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 18 augustus 2011

Onderwerp: Stadsmeubilair - Aankoop van 30 bolders

Raming van de uitgave: € 6.110,00 BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 425/74111-52 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 18 augustus 2011

Onderwerp: Speelpleinen - Inrichting, onderhoud en in conformiteit brengen

Raming van de uitgave: € 17.650,00 BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 766/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 18 augustus 2011

Onderwerp: School "Paradis des Enfants" - Regeling van de verwarmingsinstallaties

Raming van de uitgave: € 30.000,00 BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 722/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 18 augustus 2011

Onderwerp: Gemeentehuis - Aankoop van plantenbakken

Raming van de uitgave: € 1.120,00 BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 104/74111-51 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 18 augustus 2011

Onderwerp: Plaatselijke asfaltherstelwerken op het stuk Mesens-Godeaux van de Vrijwilligerslaan - Delegatie en bijdrage in de kosten van de werken ten gunste van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe

Raming van de uitgave: € 7.500,00 BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 421/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

- (14) Voirie - Aménagement du carrefour des rues Docteur Dryepondt/Joseph Buedts et création d'une entrée carrossable dans le mur d'enceinte de l'Institut Ernest Richard II - Programme 2011 - Choix du marché**
Wegenis - Inrichting van het kruispunt van de straten Dokter Dryepondt/Joseph Buedts en scheppen van een berijdbare ingang in de omheiningsmuur van het Instituut Ernest Richard II - Programma 2011 - Keuze van de opdracht

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Attendu qu'un crédit de € 1.323.000,00 est inscrit à l'article 421/73111-60 du budget extraordinaire de 2011 en vue de divers travaux d'aménagement en voirie ;

Attendu que le programme de cette année prévoit, entre autres, le réaménagement du carrefour des rues Docteur Dryepondt/Joseph Buedts, ainsi que la création d'une entrée carrossable dans le mur d'enceinte de l'Institut Ernest Richard II sis rue Joseph Buedts, 18 ;

Attendu que le coût de ces travaux est estimé à € 150.000,00, TVA 21 % comprise ;

Attendu que ce marché fera l'objet d'une adjudication publique sur base du cahier spécial des charges TP/VV/2011/26 ;

Attendu que ce marché sera soumis aux règles de publicité prévues par l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'annexe à l'Arrêté Royal précité établissant le cahier général des charges ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

- d'approuver le cahier spécial des charges TP/VV/2011/26 relatif aux travaux de réaménagement du carrefour des rues Docteur Dryepondt/Joseph Buedts, ainsi que la création d'une entrée carrossable dans le mur d'enceinte de l'Institut Ernest Richard II sis rue Joseph Buedts, 18 ;
- d'approuver l'adjudication publique comme mode de passation du marché ;
- d'approuver l'estimation de la dépense de € 150.000,00 à imputer à l'article 421/73111-60 du budget extraordinaire de 2011.

De Gemeenteraad,

Aangezien dat een krediet van € 1.323.000,00 werd ingeschreven op artikel 421/73111-60 van de buitengewone begroting van 2011 voor inrichtingswerken aan de wegen;

Aangezien dat het programma van dit jaar, onder andere, de herinrichting voorziet van het kruispunt met de straten Dokter Dryepondt/Joseph Buedts alsook het scheppen van een berijdbare ingang in de omheiningsmuur van het Instituut Ernest Richard II gelegen Joseph Buedtsstraat, 18;

Aangezien de kostprijs van deze werken kan geraamd worden op € 150.000,00 BTW 21 % inbegrepen;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een openbare aanbesteding op basis van het bijzonder bestek TP/VV/2011/26;

Aangezien dat deze opdracht zal onderworpen worden aan de bekendmakingsvoorschriften voorzien in het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan het hiervoorvermeld Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien het artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

- het bijzonder bestek TP/VV/2011/26 goed te keuren betreffende de herinrichting voorziet van het kruispunt met de straten Dokter Dryepondt/Joseph Buedts alsook het scheppen van een berijdbare ingang in de omheiningsmuur van het Instituut Ernest Richard II gelegen Joseph Buedtsstraat, 18;
- de openbare aanbesteding als gunningswijze van de opdracht goed te keuren;
- de raming van de uitgave van € 150.000,00 op het artikel 421/73111-60 van de buitengewone begroting van 2011 goed te keuren.

- (15) Enseignement primaire et préguardiennats - Ecole "Paradis des Enfants" et préguardiennat "Les Dauphins" - Etude pour la construction de bâtiments passifs - Appel d'offres général - Programme d'investissement 2011 - Choix du marché**
Lager onderwijs en kleuterscholen - School "Paradis des Enfants" en kleuterschool "Les Dauphins" - Studie voor de constructie van passieve gebouwen - Algemene offerteaanvraag - Investeringsprogramma 2011 - Keuze van de opdracht

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
 Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19 mai 2011 décidant de privilégier la construction de bâtiments en dur plutôt qu'en éléments préfabriqués pour remplacer les pavillons de l'école « Paradis des Enfants » et des deux pavillons du préguardiennat « Les Dauphins » ;

Attendu que ce mode de construction, outre l'amélioration de notre empreinte écologique, permettrait de solliciter des subventions auprès de l'IBGE pour autant qu'elle reconduise le système d'octroi de cette prime pour l'année de réalisation de ces deux pavillons passifs ;

Attendu qu'en raison du know how spécifique à ce genre de construction, il convient d'en confier l'étude à un bureau spécialisé pour un montant estimé à € 150.000,00 TVA comprise ;

Attendu que les dépenses de cette étude peuvent être imputées aux articles 722/724-60 et 844/724-60 du budget extraordinaire de 2011 ;

Attendu que ce marché fera l'objet d'un appel d'offres général sur base du cahier spécial des charges n° TP/LG/2011/27 ;

Attendu qu'un avis de marché sera publié au Bulletin des Adjudications ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'annexe à l'Arrêté Royal précité établissant le cahier général des charges ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

- de confier à un tiers spécialisé l'étude ayant pour objet la construction de deux bâtiments passifs en remplacement des pavillons de l'école « Paradis des Enfants » et du préguardiennat « Les Dauphins » ;
- d'arrêter l'appel d'offres général comme mode de passation du marché, le cahier spécial des charges n° TP/LG/2011/27 et l'estimation de € 150.000,00 TVAC ;

- d'engager la dépense aux articles 722/724-60 et 844/724-60 du budget extraordinaire 2011.

De Gemeenteraad,

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 mei 2011 beslissende voorrang te geven aan constructies van gebouwen in steen dan in geprefabriceerde elementen voor het vervangen van de paviljoenen van de school "Paradis des Enfants" en van de twee paviljoenen van de kleuterschool "Les Dauphins";

Aangezien dat dit type constructie, naast het verbeteren van onze ecologische voetafdruk, ons zou toelaten subsidies aan te vragen bij het BIM voor zover deze het systeem van premies zou voortzetten voor het jaar van de constructie van deze twee passieve paviljoenen;

Aangezien de specifieke knowhow voor dit type constructie, is het beter om de studie over te laten aan een gespecialiseerd bureau voor een bedrag geraamd op € 150.000,00 BTW inclusief;

Aangezien dat de uitgaven voor deze studie geboekt kunnen worden op de artikelen 722/724-60 en 844/724-60 van de buitengewone begroting van 2011;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal maken van een algemene offerteaanvraag op basis van het bijzonder bestek n° TP/LG/2011/27;

Aangezien dat een aankondigingsopdracht gepubliceerd zal worden in het Bulletin der Aanbestedingen;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan het hiervoorvermelde Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien het artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

- om de studie dat als voorwerp de constructie van twee passieve gebouwen betreft in vervanging van de paviljoenen van de school "Paradis des Enfants" en de kleuterschool "Les Dauphins" over te laten aan een gespecialiseerd bureau;
- om de algemene offerteaanvraag als gunningswijze voor deze opdracht vast te leggen, het bijzonder bestek n° TP/LG/2011/27 en de raming van € 150.000,00 BTW incl.;
- om de uitgaven te boeken op de artikelen 722/724-60 et 844/724-60 van de buitengewone begroting van 2011;

*Monsieur André du BUS de WARNAFFE entre en séance.
Mijnheer André du BUS de WARNAFFE komt de zitting binnen.*

(16) Commission consultative des Affaires Européennes - Inscription de nouveaux membres Adviescommissie voor de Europese Aangelegenheden - Toetreding van nieuwe leden

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

De gemeenteraad neemt de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que, conformément aux dispositions réglementant le fonctionnement de la Commission Consultative des Affaires Européennes (CCAÉ), de nouveaux candidats peuvent être désignés en tant que membres, conseillers ou observateurs à la CCAÉ, sur proposition du bureau, et après avoir participé activement à plusieurs réunions et activités de ladite Commission Consultative;

Vu sa délibération du 15 décembre 1997 par laquelle est créée une Commission Consultative des Affaires Européennes;

Vu le chapitre II du règlement relatif à la Commission dont question ci-dessus; sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

DECIDE :

De désigner comme Membres, les personnes suivantes : Anne France VAN BEMST, Marc LINDEKENS, Belgique; Clelia BOESI, Carlo de RISI, Italie, Denis J. VAUGHAM BUCKLEY, Irlande, Aurélie DECKER, France, Elzbieta WOJCIUK, Beata KOMBOR, Yolanta JAKUBOWSKA, Anna GADALINSKA, Pologne, Florian Mihai ZACHIA Roumanie

Belgique/ België

<i>Membres/Leden</i>	<i>Oui/</i>	<i>Non/</i>	Abstention/Ont houding
Mme VAN BEMST Anne-France	27	1	2
M. LINDEKENS Marc	28		2

France/ Frankrijk

<i>Membres/Leden</i>	<i>Oui/</i>	<i>Non/</i>	Abstention/Ont houding
Mme DECKER Aurélie	28		2

Irlande/ Ierland

<i>Membres/Leden</i>	<i>Oui/</i>	<i>Non/</i>	Abstention/Ont houding
M. VAUGHAM BUCKLEY Denis J.	28		2

Italie/ Italië

<i>Membres/Leden</i>	<i>Oui/</i>	<i>Non/</i>	Abstention/Ont houding
Mme BOESI Clelia	28		2
M. de RISI Carlo	28		2

Pologne-Polen

<i>Membres/Leden</i>	<i>Oui/</i>	<i>Non/</i>	Abstention/Ont houding
Mme GADALINSKA Anna	28		2
Mme KOMBOR Beata	28		2
Mme JAKUBOWSKA Yolanta	28		2

	Mme WOJCIUK Elzbieta	28		2
Roumanie-Roemenië				
<i>Membres/Leden</i>		<i>Oui/</i>	<i>Non/</i>	Abstention/Ont houding
	M. ZACHIA Florian Mihai	28		2

De Gemeenteraad,

Overeenkomstig de werkingsvoorschriften van de Adviescommissie voor de Europese Aangelegenheden, worden nieuwe kandidaten op voorstel van het bureau aangeduid als leden, adviseurs of waarnemers bij de CCAE, nadat zij actief deelgenomen hebben aan diverse vergaderingen en werkzaamheden van de genoemde Adviescommissie ;

Gezien is de beraadslaging van 15 december 1997 wanneer een Adviescommissie voor de Europese Aangelegenheden opgericht werd;

Gezien hoofdstuk II van het reglement van de bovengenoemde Commissie;

Op voordracht van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST :

De in de bijgevoegde lijst opgenomen personen te benoemen als Leden :

Anne France VAN BEMST, Marc LINDEKENS, België; Clelia BOESI, Carlo de RISI, Italië, Denis J. VAUGHAM BUCKLEY, Ierland, Aurélie DECKER, Frankrijk, Elzbieta WOJCIUK, Beata KOMBOR, Yolanta JAKUBOWSKA, Anna GADALINSKA, Polen, Florian Mihai ZACHIA Roemenië

Madame Marie-Rose Geuten quitte la séance.

Mevrouw Marie-Rose Geuten verlaat de zitting.

(17) Culte catholique - Eglise St-Antoine de Padoue - Compte 2011
Katholieke eredienst - Kerk van St-Antonius van padua - Rekening 2011

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil Communal.

Vu la délibération du Conseil de fabrique de l'Eglise St-Antoine de Padoue arrêtant son compte pour l'exercice 2010:

Attendu que ce document se présente comme suit ;

RECETTES

ordinaires	€ 74.747,87
extraordinaires	€ 70.952,36
total	€ 145.700,23

DEPENSES

relatives au culte	€ 14.693,46
ordinaires	€ 57.195,22
extraordinaires	€ 4.000,00
total	€ 75.888,68

SOIT AVEC UN BONI DE :

€ 69.811,55

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises :

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes :

Vu l'article 155, 9° de la loi communale :

DECIDE

d'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2010 de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue, compte tenu qu'il se clôture en boni sans intervention de la commune :

De Gemeenteraad.

Gelet op de beraadslaging van de Raad van de kerkfabriek van de kerk van St Antonius van Padua houdende vaststelling van zijn rekening over 2010:

Overwegende dat deze rekening de volgende inhoud heeft ;

ONTVANGSTENS

Gewone	€ 74.747,87
Buitengewone	€ 70.952,36
Totaal	€ 145.700,23

UITGAVEN

betreffende de eredienst	€ 14.693,46
Gewone	€ 57.195,22
Buitengewone	€ 4.000,00
Totaal	€ 75.888,68

HETZIJ MET EEN BONI VAN € 69.811,55

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken:

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten :

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet :

BESLIST

Een gunstig advies uit te brengen ter goedkeuring van de rekeningen over 2010 van de Kerk Sint Antonius van Padua aangezien dit zich afsluit met een boni zonder tussenkomst van de gemeente.

(18) A.S.B.L. Centre culturel d'Etterbeek - Comptes 2010 - Budget 2011 V.Z.W. Cultureel centrum van Etterbeek - Rekeningen 2010 - Begroting 2011

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 228.604 € a été proposé en faveur de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek » au budget ordinaire 2011 de la commune d'Etterbeek (art.762/33202/10) ;

Attendu que les instructions de Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale précisent que les comptes et budgets des A.S.B.L. subsidiés par les communes, doivent être approuvés par le Conseil communal ;

Attendu qu'il s'agit d'une institution relevant de la Communauté française de Belgique et que selon les termes du nouveau décret du Conseil de la Communauté française du 10 avril 1995, les comptes et bilans seront arrêtés au 31 décembre de chaque année ;

Vu les comptes 2010 et le budget 2011 arrêtés par l'Assemblée Générale de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek » ;

Vu les articles 90 et 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

D'approuver les comptes 2010 et le budget 2011 de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek », tels qu'ils sont annexés à la présente.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat een toelage van 228.604 € ten gunste van het Cultureel Centrum van Etterbeek op artikel 762/33202/10 van de begroting 2011 werd voorgesteld ;

Aangezien dat de instructies van de Heer Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest benadrukken dat de rekeningen en de begroting van de V.Z.W.'s gesubsidieerd door de gemeenten, goedgekeurd moeten worden door de Gemeenteraad ;

Aangezien dat het om een instelling van de Franse Gemeenschap van België gaat en dat volgens het nieuw decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995, de rekeningen en de balans zullen vastgelegd worden op 31 december van elk dienstjaar ;

Gelet op de rekening 2010 en de begroting 2011 vastgelegd door de Algemene bijeenkomst van de V.Z.W. « Cultureel Centrum van Etterbeek » ;

Gelet op de artikels 90 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

De rekeningen 2010 en begroting 2011 van de V.Z.W. « Cultureel Centrum van Etterbeek » zoals bijgevoegd, goed te keuren.

- (19) Plan stratégique 2012-2013 et plan opérationnel 2012 coopération au développement communal en vue de conclure une convention pour deux ans entre la Communauté flamande et la Commune d'Etterbeek –approbation**
Strategisch plan 2012-2013 en operationeel plan 2012 gemeentelijke ontwikkelingssamenwerking met het oog op het afsluiten van een tweejarig convenant tussen de Vlaamse Gemeenschap en de Gemeente Etterbeek- goedkeuring

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que la Communauté flamande souhaite encourager la politique des pouvoirs locaux dans le cadre de la coopération au développement, stimuler le débat sur le développement durable et les relations Nord-Sud et notamment les projets visant à renforcer les processus de démocratisation locaux ;

Considérant que, dans ce cadre, la Communauté flamande a approuvé le 2 avril 2004 le décret relatif à la politique en matière de conventions de coopération au développement communale ;

Considérant que la commune d'Etterbeek s'est engagée, en 2003 et 2004, dans le projet pilote de coopération au développement communale de la Communauté flamande, le précurseur des conventions actuelles, et a, grâce au soutien financier reçu, pu développer une politique active de coopération au développement communale ;

Considérant que la commune d'Etterbeek a ensuite conclu des conventions de coopération au développement communale pour les années 2006-2008 et 2008-2011 avec la Communauté flamande, grâce auxquelles la politique de coopération au développement a pu être approfondie ;

Considérant que, si le plan stratégique 2012-2013 et le plan opérationnel 2013 sont approuvés, le plan opérationnel 2013 sera soumis pour approbation au Conseil communal pendant l'automne 2012 ;

Considérant que, une fiche plus détaillée sera soumise pour approbation au Collège des Bourgmestre et Echevins avant l'exécution de chaque action individuelle et avant la libération du budget concerné, en cours de 2012 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

D'approuver le plan stratégique 2012-2013 et le plan opérationnel 2012 coopération au développement communale (en annexe);

De se porter candidat pour conclure une convention de coopération au développement communal avec la Communauté flamande pour la période 2012-2013, selon les conditions du décret relatif à la politique en matière de conventions de coopération au développement communale approuvé le 2 avril 2004.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de Vlaamse Gemeenschap het beleid van de lokale besturen inzake ontwikkelingssamenwerking wil aanmoedigen, het debat wil stimuleren over duurzame ontwikkeling en Noord-Zuidrelaties en in het bijzonder de projecten die het lokale democratiseringsproces moeten versterken;

Overwegende dat, in dit kader, de Vlaamse Gemeenschap op 2 april 2004 een decreet betreffende het beleid inzake convenants gemeentelijke ontwikkelingssamenwerking heeft goedgekeurd;

Overwegende dat de gemeente Etterbeek in 2003 en 2004 mee stapte in het pilootproject gemeentelijke ontwikkelingssamenwerking van de Vlaamse Gemeenschap, de voorloper van de huidige convenants, en met behulp van de verkregen financiële ondersteuning een actief beleid gemeentelijke ontwikkelingssamenwerking kon uitwerken;

Overwegende dat de gemeente Etterbeek vervolgens voor de jaren 2006-2008 en 2008-2011 een convenant gemeentelijke ontwikkelingssamenwerking afsloot met de Vlaamse Gemeenschap, dankzij hetwelk het beleid gemeentelijke ontwikkelingssamenwerking verder kon worden uitgediept;

Overwegende dat, indien het strategisch plan 2012-2013 en het operationeel plan 2012 worden goedgekeurd, het operationeel plan 2013 ter goedkeuring zal worden voorgelegd aan de gemeenteraad in najaar 2012;

Overwegende dat, vóór de uitvoering van elke individuele actie en de vrijmaking van het betreffende budget in 2012, telkens een meer gedetailleerde fiche ter goedkeuring zal worden voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen;

Gezien het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST

Het strategisch plan 2012-2013 en het operationeel plan 2012 gemeentelijke ontwikkelingssamenwerking goed te keuren (zie bijlage);

Zich kandidaat te stellen voor het afsluiten van een convenant gemeentelijke ontwikkelingssamenwerking voor de periode 2012-2013 met de Vlaamse Gemeenschap, volgens de bepalingen van het decreet betreffende het beleid inzake convenants gemeentelijke ontwikkelingssamenwerking van 2 april 2004.

Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, entre en séance et reprend la présidence.

Minheer Vincent DE WOLF, Burgemeester, komt de zitting binnen en neemt de voorzitterschap over.

**(20) ASBL Maison de Quartier Chambéry- Compte 2010- Prise d'acte
VZW Wijkhuis Chambéry- Rekening 2010- Akteneming**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Attendu que « l'asbl Maison de Quartier Chambéry » nous a transmis le compte 2010 en date du 16 juin 2011;

Attendu qu'un montant de 12.500€ y est repris à titre de subside communal;

Attendu que ce compte se clôture avec une perte de 21.031,78€ et que l'assemblée générale a décidé de ne pas la déduire du fonds social passif;

PREND ACTE

Du compte 2010 de « l'asbl Maison de Quartier Chambéry ».

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de « VZW Wijkhuis Chambéry » ons de rekening 2010 op 16 juni 2011 heeft overgemaakt;

Overwegende dat hierin een bedrag van 12.500€ is opgenomen als gemeentelijke subsidie;

Overwegende dat deze rekening sluit met een verlies van 21.031,78 € en dat de Algemene vergadering beslist heeft dit verlies zichtbaar te houden en niet in vermindering te brengen van het Fonds sociaal passief;

NEEMT AKTE

Van de rekening 2010 van de “VZW Wijkhuis Chambéry”

**(21) ASBL Maison de Quartier Chambéry- Budget 2011- Prise d'acte
VZW Wijkhuis Chambéry- Begroting 2011- Akteneming**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil,

Attendu que « l'asbl Maison de Quartier Chambéry » nous a transmis le budget 2011 en date du 16 juin 2011;

Attendu que le Budget communal 2011 prévoit un subside de 12.500€ (Budget approuvé par le Ministère de la Région de Bruxelles- Capital le 21.03.2011);

PREND ACTE

Du Budget 2011 de « l'asbl Maison de Quartier Chambéry ».

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de «VZW Wijkhuis Chambéry » ons de Begroting 2011 op 16 juni 2011 heeft overgemaakt;

Overwegende dat de gemeentelijke Begroting 2011 een tussenkomst van 12.500€ voorziet
(Begroting goedgekeurd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 21.3.2011)

NEEMT AKTE

Van de Begroting 2011 van de “VZW Wijkhuis Chambéry”

- (22) Procès-verbal de vérification de la caisse du Receveur communal - 1er et 2ème trimestre 2011 - Communication**
Proces-verbaal van nazicht van de kas van de Gemeenteontvanger - 1ste en 2de trimester 2011 - Mededeling

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Voir annexe – Zie bijlage

COMPLEMENTS - BIJKOMENDE

- (23) Interpellation de Madame Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK relative aux plans de déplacements du personnel des différentes structures de la Commune d'Etterbeek.**
Interpellatie van mevrouw Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK betreffende de personeelsvervoersplannen van de verschillende structuren van de gemeente Etterbeek.

Madame Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK expose son interpellation.

La mobilité à Bruxelles est l'affaire de tous, particuliers, navetteurs et institutions communales.
 Nous sommes convaincus que vous avez mis en œuvre des incitants pour encourager les fonctionnaires de la commune à une mobilité douce.

Nous aimerions connaître où en sont les plans de déplacement du personnel :

- du Cpas
- de la crèche communale
- des académies
- des écoles communales

Je vous remercie pour les explications que vous pourrez m'apporter sur ces sujets.

Monsieur le Bourgmestre répond que toutes les institutions communales et du CPAS bénéficient des mêmes avantages, à savoir :

- *Gratuité totale des transports publics, y compris des parkings de dissuasion ;*
- *Gratuité du stationnement en terrain privé ;*
- *Gratuité ou quasi-gratuité (entre 0 et 75 euros/an) du stationnement en voirie publique ;*
- *Octroi de l'indemnité vélo (actuellement 21 cents/km) ;*
- *Formation vélo-traffic (rouler en sécurité dans le trafic) le 16 septembre 2011 ;*
- *Possibilité d'utiliser les vélos de services (dont 1 électrique à la maison communale) pour les déplacements professionnels ;*
- *Possibilité d'utiliser les vélos de services pour les déplacements domicile-travail (sauf le vélo électrique, qui peut être prêté à titre d'essai pendant maximum 1 mois ;*
- *Possibilité d'utiliser les véhicules de car-sharing Cambio pour les déplacements professionnels ;*

- *Adhésion à la centrale de covoiturage Taxistop et réservation de places de stationnement en terrain privé (niveau -2 de la maison communale, mais il n'y a pas encore eu de candidat au covoiturage) ;*
- *Inventaire légal des déplacements (tous les 3 ans). Celui de 2011 est en fin de dépouillement et sera traité durant le mois d'octobre de cette année.*

Mevrouw Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK zet haar interpellatie uiteen.

Mobiliteit in Brussel is een zaak van iedereen: particulieren, pendelaars, gemeentelijke instellingen. We zijn ervan overtuigd dat u stimuli hebt ingevoerd om gemeenteambtenaren warm te maken voor zachte mobiliteit.

Graag hadden wij geweten hoever u staat met de personeelsvervoersplannen van:

- het OCMW
- het gemeentelijke kinderdagverblijf
- de academiën
- de gemeentescholen

Dank bij voorbaat voor uw verduidelijkingen over dit onderwerp.

Mijnheer de Burgemeester antwoordt dat alle gemeentelijke en OCMW-instellingen van dezelfde voordelen genieten:

- *Totaal gratis openbaar vervoer, met inbegrip van ontradingsparkings;*
- *Gratis parkeren op privéterrein;*
- *Gratis of quasi gratis parkeren (tussen 0 en 75 euro/jaar) op de openbare weg;*
- *Fietsvergoeding (momenteel 21 eurocent/km);*
- *Fietsopleiding (veilig fietsen in het verkeer) op 16 september 2011;*
- *Mogelijkheid om dienstfietsen te gebruiken (waarvan 1 elektrische fiets in het gemeentehuis) voor professionele verplaatsingen;*
- *Mogelijkheid om dienstfietsen te gebruiken voor woon-werkverkeer (behalve elektrische fiets, die uitgeleend kan worden gedurende 1 maand);*
- *Mogelijkheid om Cambiovoertuigen (autodelen) te gebruiken voor professionele verplaatsingen;*
- *Aansluiting aan de carpoolcentrale Taxistop en reservatie van parkeerplaatsen op een privéterrein (niveau -2 van het gemeentehuis maar er zijn nog geen kandidaten geweest voor het carpoolen);*
- *Wettelijk verplichte inventaris van verplaatsingen (elke 3 jaar). De inventaris van 2011 wordt nog onderzocht en zal tijdens de maand van dit jaar behandeld worden.*

**(24) Interpellation de Monsieur André du BUS de WARNAFFE relative aux mesures d'information lors de l'abattage d'un arbre et les conséquences pour le voisinage.
Interpellatie van de heer André du BUS de WARNAFFE betreffende de informatieve maatregelen bij het vellen van een boom en de gevolgen voor de omwonenden.**

Monsieur André du BUS de WARNAFFE expose son interpellation,

L'abattage d'un arbre en 2011, et plus particulièrement en septembre 2011 à Bruxelles, n'est plus une question anodine.

Le lundi 5 septembre, lorsqu'il rentre chez lui, un habitant de la rue des Métaux est saisi de stupeur. Le poirier qui jouxte le mur du fond de son jardin n'est plus. Il ne comprend pas, il est désespéré, son environnement est complètement modifié. Les façades, autrefois isolées et cachées par l'arbre, sont aujourd'hui découvertes.

L'intimité dont se prévalait son jardin s'est envolée.

Il contacte son voisinage direct, personne n'a été informé du projet d'abattage du poirier. Il sonne à toutes les maisons qui font face à l'intérieur de l'îlot. Personne n'est au courant de quoi que ce soit, plusieurs voisins se posent également des questions.

Après quelques informations prises auprès du secrétaire communal et auprès des services, j'apprends qu'il s'agit d'un poirier situé dans un jardin qui relève de la Régie foncière. Le poirier serait malade, ce qui aurait justifié son abattage. Par ailleurs, puisque la Régie est assimilée au privé, et puisque la circonférence dépasse 40 cm à 1,50m du sol, il doit faire l'objet d'un permis d'abattage. J'entame des démarches pour obtenir une copie du

rapport sanitaire de l'arbre justifiant son abattage et un accès à la décision d'abatage prise par le Collège. Ce mardi 13 septembre, je suis toujours sans nouvelles.

Cette situation m'amène à vous poser les questions suivantes :

- Quelle est la procédure précise utilisée par les services pour abattre un arbre situé sur un terrain de la Régie d'une part, d'une propriété communale d'autre part ?
- Quelles sont les mesures de publicité en vigueur ?
- Quels sont les moyens dont disposent les habitants pour faire valoir leur point de vue à l'égard du projet d'abatage d'un arbre qui peuple leur environnement visuel ?
- Quels sont les moyens dont disposent les services pour, le cas échéant, remplacer, un arbre abattu par la plantation d'une nouvelle espèce ?
- Est-il déjà arrivé que les services remplacent un arbre qu'ils ont abattu dans un domaine de la régie par la plantation d'un nouvel arbre ?
- Est-il possible, envisageable et envisagé de replanter un nouvel arbre dans le jardin concerné ?

Je vous remercie pour votre attention

Monsieur le Bourgmestre répond ce qui suit :

- *Quelle est la procédure précise utilisée par les services pour abattre un arbre situé sur un terrain de la Régie d'une part, d'une propriété communale d'autre part ?*

En principe, une demande de permis d'abatage est introduite, sauf si l'arbre fait moins de 4m et que le tronc ne fait pas 40 cm de circonférence à une hauteur de 1,50m.

Sont également dispensés de permis, les arbres morts.

Dans le cas de la rue Kips, l'arbre, un cognassier, était mort. L'abatage n'a donc pas fait l'objet d'un permis, mais a été abattu en urgence.

Il avait été demandé à une société de jardinage « Les Jeunes Jardiniers », de procéder à l'élagage des branches malades ainsi qu'à l'enlèvement du lierre qui envahissait l'arbre. C'est lors de l'élagage que les jardiniers ont constaté que plusieurs branches importantes étaient mortes. Ces branches présentaient un réel danger et un risque imminent de chute, avec pour conséquence des dégâts importants aux murs mitoyens (l'arbre avait poussé à moins de 50 cm du mur, ce qui est contraire à la réglementation). Lorsque les jardiniers ont enlevé le lierre, ils se sont aperçus que le tronc présentait des signes de pourrissement importants et irréversibles, démontrant ainsi que l'arbre était quasi mort. La verdure que l'on peut voir sur les photos venait en réalité en majorité du lierre qui l'avait envahi. Afin de garantir la sécurité de voisins et préserver l'état des murs mitoyens, il a été décidé d'abattre l'arbre en question, sa stabilité étant sérieusement mise en cause.

- *Quelles sont les mesures de publicité en vigueur ?*

Lors de la délivrance d'un permis d'urbanisme relative à l'abatage d'un arbre, aucune enquête publique n'est actuellement requise. Seule l'affiche officielle informant de la délivrance d'un permis d'urbanisme est affichée sur le bien au moins huit jours avant l'ouverture du chantier ou avant de poser les actes pour lesquels le permis avait été sollicité, et ce pendant toute la durée de ce chantier ou tout au long de l'accomplissement de ces actes.

- *Quels sont les moyens dont disposent les habitants pour faire valoir leur point de vue à l'égard du projet d'abatage d'un arbre qui peuple leur environnement visuel ?*

Si la demande ne porte que sur l'abatage d'un arbre, seul le recours au Conseil d'Etat est ouvert aux habitants. Toutefois, lors de toute demande de permis d'urbanisme relative à l'abatage d'un arbre, un agent du service des travaux (généralement M. Van Compernelle) se rend sur place afin de se rendre compte de la nécessité d'abatage, de replantation éventuelle et du type de replantation nécessaire. Cette visite permet d'éviter normalement toute mauvaise surprise.

- *Quels sont les moyens dont disposent les services pour, le cas échéant, remplacer, un arbre abattu par la plantation d'une nouvelle espèce ?*

Ce ne sont pas les services qui disposent de moyens, mais bien le Collège qui impose la replantation d'arbre lorsque cela s'avère nécessaire (sur proposition du service des travaux) au travers du permis d'urbanisme qui est éventuellement délivré. Un suivi par rapport à l'exécution de cette réserve est bien entendu organisé par le service de l'Aménagement du Territoire.

- *Est-il déjà arrivé que les services remplacent un arbre qu'ils ont abattu dans un domaine de la régie par la plantation d'un nouvel arbre ?*

Cela a été le cas dans certains dossiers.

Dans les derniers cas, les arbres abattus étaient plantés sur un talus en pente où l'enracinement ne permet pas une bonne stabilité de l'arbre et une replantation n'a pas été possible.

- *Est-il possible, envisageable et envisagé de replanter un nouvel arbre dans le jardin concerné ?*

La maison concernée par ce jardin est inhabitée. Il sera envisagé de replanter 1 ou plusieurs arbres lorsque les travaux de rénovation seront terminés. On peut d'ores et déjà demander au service des plantations de la Commune de se rendre sur place afin d'en examiner la possibilité.

De heer André du BUS de WARNAFFE zet zijn interpellatie uiteen,

Het vellen van bomen in Brussel in 2011, en meer bepaald in september 2011, is geen onbeduidende kwestie.

Op maandag 5 september komt een bewoner van de Metalenstraat thuis en is met stomheid geslagen wanneer hij ziet dat de perenboom die naast de muur achteraan in tuin stond, verdwenen is. Hij begrijpt het niet en is volledig van streek. Zijn omgeving is volledig veranderd. De gevels die voordien afgeschermd en verborgen waren door de boom, zijn nu zichtbaar geworden. Het intieme karakter van zijn tuintje is weg.

Hij neemt contact op met zijn naaste burens. Niemand was ervan op de hoogte gebracht dat de boom geveld zou worden. Hij gaat aanbellen aan alle huizen met een achtergevel die uitkijkt op de binnenplaats van het huizenblok. Niemand is van iets op de hoogte en verschillende burens vragen zich hetzelfde af.

Na een navraag bij de gemeentesecretaris en de gemeentediensten verneem ik dat het hier gaat om een perenboom in een tuin die eigendom is van de Regie van Grondbeleid. De boom zou ziek geweest zijn, wat een gerechtvaardigde reden zou zijn om hem te kappen. Aangezien de Regie gelijkgesteld wordt aan een privépersoon en aangezien de omtrek op een hoogte van 1,50 meter boven de grond groter is dan 40 cm moet hiervoor een kapvergunning aangevraagd worden. Daarom heb ik stappen ondernomen om een kopie te verkrijgen van het gezondheidsverslag van de boom dat bewijst waarom de boom geveld moest worden evenals een kopie van de beslissing van het college om de boom te vellen. Nu dinsdag 13 september heb ik nog steeds geen nieuws gekregen.

Ik zou daarom de volgende vragen willen stellen:

- Welke procedure wordt er precies gehanteerd door de diensten om een boom te vellen die zich bevindt op een terrein van de Regie enerzijds en van de gemeente anderzijds?
- Wat zijn de geldende maatregelen betreffende de openbaarmaking?
- Over welke middelen beschikken de inwoners om hun standpunt over het vellen van een boom in hun visuele omgeving te kennen te geven?
- Over welke middelen beschikken de diensten om desgevallend een geveld boom te vervangen door de aanplanting van een nieuwe soort.
- Is het al voorgevallen dat de diensten een nieuwe boom planten ter vervanging van een boom die ze geveld hebben op een domein van de regie
- Is het mogelijk, denkbaar en denkt men eraan om een nieuwe boom over te planten in deze tuin?

Dank bij voorbaat voor uw aandacht.

Mijnheer de Burgemeester antwoordt als volgt:

- *Welke procedure gebruiken de diensten precies om bomen te vellen op een terrein van de Regie of een perceel van de gemeente?*

In principe wordt er een kapvergunning ingediend, behalve wanneer de boom lager is dan 4m en de stam minder dan 40 cm tot 1,50 meter hoog is.

Ook bij dode bomen is er geen kapvergunning vereist.

De boom in de Kipsstraat, een kweeperenboom, was dood. Er werd dus geen vergunning aangevraagd. Bovendien moest de boom dringend geveld worden.

We hadden een tuiniersbedrijf 'Les Jeunes Jardiniers' ingeschakeld om de zieke takken te snoeien en de klimop te verwijderen die de boom overwoekerde. Tijdens het snoeien stelden de tuinmannen vast dat verschillende grote takken dood waren. Deze takken hielden een reëel gevaar in en dreigden elk moment af te breken, met mogelijk grote schade aan de aangrenzende muren (de boom stond op minder dan 50 cm van de muur, hetgeen indruist tegen het reglement). Toen de tuinmannen de klimop verwijderden, zagen ze dat de stam sterke verrottingsverschijnselen vertoonde die niet meer te verhelpen waren, wat erop wees dat de boom dood was. Het groen dat men op de foto's ziet, kwam eigenlijk van de klimop die de boom volledig overwoekerd had.

Om de veiligheid van de burens te garanderen en de staat van de muren te beschermen werd besloten de boom in kwestie te vellen aangezien zijn stabiliteit ernstig aangetast was.

- *Wat zijn de geldende maatregelen voor openbaarmaking?*

Bij de uitreiking van een stedenbouwkundige vergunning voor het vellen van een boom is er momenteel geen enkel openbaar onderzoek vereist. Enkel de officiële affiche die informatie verstrekt over de uitreiking van een stedenbouwkundige vergunning wordt geafficheerd op het terrein, minstens acht dagen voor de start van de werf of voor de daden waarvoor de vergunning werd aangevraagd en dit tijdens de hele duur van deze werkzaamheden of gedurende de uitvoering van deze daden.

- *Over welke middelen beschikken de omwonenden om hun standpunt kenbaar te maken met betrekking tot de plannen voor het vellen van een boom die in hun visuele omgeving staat?*

Indien de aanvraag enkel betrekking heeft tot een boom kunnen de inwoners zich enkel richten tot de Raad van State. Wel moet er bij elke aanvraag van een stedenbouwkundige kapvergunning een ambtenaar van de dienst Openbare Werken (doorgaans de heer Van Compernelle) ter plaatse gaan kijken om zich te vergewissen van de noodzaak van het vellen, de mogelijkheid voor een herplanting en het soort van herplanting dat nodig is. Door dit bezoek kan men normaal gezien onaangename verrassingen vermijden.

- *Over welke middelen beschikt een dienst om indien nodig een geveld boom te vervangen door een nieuwe soort?*

Het zijn niet de diensten die over middelen beschikken, maar wel het college dat de dienst opdraagt om een boom te herplanten wanneer dit nodig blijkt (op voorstel van de dienst Openbare Werken) aan de hand van een eventueel uitgereikt stedenbouwkundige vergunning. Uiteraard wordt dit opgevolgd door de dienst Ruimtelijke Ordening.

- *Is het al eens voorgekomen dat de diensten een door hen geveld boom op een terrein van de regie vervangen door een nieuwe boom vervangen?*

Dat is al het geval geweest in bepaalde dossiers.

In de laatste gevallen waren de geveld bomen geplant op een hellende heuvel waar de wortels niet stabiel genoeg waren en er geen nieuwe boom geplant kon worden.

- *Is het mogelijk, denkbaar en is men van plan om een nieuwe boom te planten in de betrokken tuin?*

Het huis in kwestie is onbewoond. Er zullen 1 of meerdere bomen geplant worden nadat de renovatie voltooid is. We kunnen nu al aan de dienst Aanplantingen van de gemeente vragen om te plaatse te gaan kijken wat de mogelijkheden zijn.

*Madame Marie-Rose GEUTEN entre en séance.
Mevrouw Marie-rose GEUTEN komt de zitting binnen.*

URGENCE - URGENTIE

(25) Conseil communal - Délégations et mandats - Port de Bruxelles Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Haven van Brussel

*Par 30 oui et 1 non, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met met 30 ja-stem en 1 nee-stem, neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 26.02.2007 désignant M. Nourdine Taybi en qualité de représentant aux assemblées générales du Port de Bruxelles;

Considérant que M. Nourdine Taybi a remis la démission de ses fonctions;

Considérant qu'il convient de le remplacer;

Vu l'article 120 de la nouvelle loi communale :

DESIGNE

M. Rik Jellema

En qualité de représentant aux assemblées générales du Port de Bruxelles.

De gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 26.02.2007 tot aanstelling van de heer Nourdine TAYBI als afgevaardigde in de algemene vergaderingen van de Haven van Brussel;
Overwegende dat de heer Nourdine TAYBI ontslag genomen heeft uit zijn functies;
Overwegende dat hij bijgevolg vervangen moet worden;
Gelet op artikel 120 van de nieuwe gemeentewet;

BENOEMT

de heer Rik Jellema

tot afgevaardigde in de algemene vergaderingen van de Haven van Brussel.

*Monsieur Rik BAETEN quitte la séance.
De heer Rik BAETEN verlat de zitting.*

La séance est levée à 21 h 45.
De zitting wordt gesloten om 21 u 45 .

PAR LE CONSEIL:
NAMENS DE RAAD

Le Secrétaire,
De Secretaris,

Le Bourgmestre,
De Burgemeester,

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF